

Etude : POTENTIA

Etude rédigée par :
Rencontre des continents, Quinoa et Oxfam-Magasins du Monde

Etude 2015

Table des matières

1. INTRODUCTION.....	4
1.1. Qui sommes-nous et que voulons-nous ?.....	4
1.2. Pourquoi prendre l'alimentation comme porte d'entrée ?.....	5
A. Un levier de transition accessible à toutes et tous.....	5
B. Une illustration inspirante de notre capacité à créer de nouveaux systèmes.....	6
C. Un mouvement social qui dépasse l'alimentation.....	8
2. Diversité des dynamiques de transition.....	11
2.1. Niveaux et sphères d'engagement : individuel/collectif – consommation/citoyenneté.....	12
2.2. Echelle d'action : local – global – transversal.....	14
2.3. Stratégies d'actions : Trépied avec-sans-contre.....	16
A. Agir en toute autonomie face aux pouvoirs publics.....	19
B. Agir en résistant/s'opposant aux pouvoirs publics.....	20
C. Agir en dialoguant avec les pouvoirs publics.....	22
3. Les dynamiques de transition sous l'angle de l'approche systémique.....	23
4. Points communs des dynamiques de transition.....	27
4.1. Une incidence immédiate – le monde change ici et maintenant.....	27
A. Nous n'avons pas de solution « clé sur porte » mais nous expérimentons.....	27
B. Nous ne préparons pas la révolution, nous sommes déjà en transition !.....	28
C. Nous inversons le sens de la machine !.....	29
4.2. Une incidence pour demain – les mondes de demain se construisent.....	31
A. Un mundo donde quepan otros mundos.....	31
B. Une nouvelle narration du monde.....	31
5. Conclusion.....	34
FICHE : Repenser le changement en période d'effondrement.....	37
FICHE : Articuler transformation personnelle et transformation sociale.....	39
FICHE : Les 5 principes de l'approche systémique selon Arlette Yatchinovsky.....	41
FICHE : La transition par les niches.....	42
FICHE : Engagement recherche - Ecologie de l'action – Résultat et résultante.....	43
FICHE : Système-monde capitaliste.....	44
FICHE : Le Commerce Équitable tel que nous le concevons.....	47
FICHE : Cartographie des dynamiques de transition pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie.....	48

1. INTRODUCTION

1.1. Qui sommes-nous et que voulons-nous ?

Des organisations de la société civile comme les nôtres s'efforcent de servir l'intérêt général en jouant les lanceuses d'alertes, en dénonçant l'injustice sous tous ses habits et en proposant des pistes d'action face aux défis mondiaux. Si cet engagement est parsemé de belles victoires et de modifications parfois profondes des agendas politiques, il est pourtant difficile de faire l'impasse sur le fait que les évolutions environnementales et sociales, à l'échelle planétaire, ne vont pas du tout dans le bon sens et les réponses qui sont apportées à ces problèmes ont davantage tendance à en engendrer d'autres qu'à les améliorer. Nos organisations s'interrogent dès lors sur la pertinence des stratégies et des actions que nous proposons.

Notre réflexion débouche sur le constat que la plupart des organisations de la société civile (ci-après OSC) ont tardé à prendre la mesure de la complexité et de la nature systémique de la crise profonde de société que nous traversons, et ne voient dès lors pas la nécessité de revoir les fondements même de cette société. Nous traversons en réalité une crise culturelle profonde qui nous amène à revoir de fond en comble nos modes de vie, nos structures économiques et sociales, notre conception du progrès et notre rapport général au monde du vivant. Une évolution vers une société mondiale juste et durable nécessite également un changement radical dans notre manière de concevoir le changement.¹

Il n'existe toutefois pas aujourd'hui un modèle de remplacement, une recette ou une méthode claire et fiable pour reconstruire notre société. Cela n'empêche pourtant pas des citoyennes et des citoyens d'agir. Alors que pour les uns, les motivations s'évaporent devant l'ampleur de la tâche, d'autres agissent et créent des dynamiques qui leur permettent de faire face aux défis auxquels ils sont confrontés. Refusant « l'aliénation » du système, ils réinventent des logiques et des principes d'actions dans les situations qu'ils vivent concrètement, sans prétention à avoir trouvé LA bonne solution. Dans les fissures d'un système qui s'effondre, des citoyennes et citoyens expérimentent d'autres manières de fonctionner et d'être en relation entre eux et avec le vivant. Et, ce faisant, ils réinjectent du sens dans leur manière de vivre et de s'organiser, se libérant ainsi des entraves de la société actuelle.

Aussi locales qu'elles puissent paraître, ces innovations citoyennes sont centrales pour la transition de nos sociétés et notre rôle, en tant que membres de la société civile organisée, est de les accompagner. Elles sont à la fois des lieux *physiques* où se crée directement de la justice sociale et des lieux *symboliques* d'où se dégagent des propositions pour un monde plus juste, solidaire et soutenable. Pour le dire autrement, des initiatives citoyennes telles que le système d'échange local (SEL), le groupement d'achat solidaire (GAS) ou la coopérative foncière sont à la fois un *moyen* et une *fin* en soi. A court terme, elles sont une fin en soi vu qu'elles répondent à des problématiques ou des injustices directement vécues. A long terme, ces expériences locales singulières sont des propositions vivantes de ce à quoi pourraient ressembler d'autres manières de vivre ensemble. Fin et moyen ne s'opposent plus, ils se complètent.²

¹ [LIRE FICHE « Re-penser le changement en période d'effondrement ».]

² [LIRE FICHE « articuler transformation intérieure et transformation sociale ».]

Une pédagogie émancipatrice

Notre approche pédagogique ne peut être séparée des diagnostics politiques que nous posons. A contre-courant des démarches révolutionnaires caractéristiques du 20^{ème} siècle, nous ne pensons pas que le changement passera par « LA » politique (*politikos*), c'est-à-dire par l'accès à des structures gouvernementales qui donnent du *pouvoir sur*, autrement dit, qui offrent la possibilité d'agir au travers de mécanismes de domination (*potentas*). Le changement est davantage le résultat de processus d'émancipation qui donne aux citoyennes et citoyens le *pouvoir de*, c'est-à-dire la puissance d'agir de manière autonome sans altérer la capacité des autres à en faire autant (*potentia*)¹.

Notre démarche pédagogique poursuit donc l'objectif de potentialiser l'énergie créatrice existante dans chaque individu afin qu'il modifie « LE » politique (*politikè*), c'est-à-dire tout ce qui touche de près aux conditions du vivre ensemble. Notre démarche éducative est donc politique car la manière dont nous travaillons concourt à façonner le monde et nous ne cachons pas que notre objectif est de participer à la transformation de nos sociétés.

D'une part, nous y participons *indirectement* en renforçant les dynamiques de transition proche de nous grâce à nos interventions et outils pédagogiques. D'autre part, nous participons à cette transformation sociale *directement* en étant attentifs à nous-mêmes incarner les valeurs que nous défendons. Cela va de la prévention des dominations patriarcales dans nos processus pédagogiques (patriarcat) à l'adoption de modes de consommation équitables³ et durables pour le côté logistique de nos activités (capitalisme) en passant par la construction de partenariats horizontaux avec tous nos partenaires, du « Sud » comme du « Nord » (racisme) ou encore à travers un mode de gouvernance horizontal au sein de notre structure.

1.2. Pourquoi prendre l'alimentation comme porte d'entrée ?

A. Un levier de transition accessible à toutes et tous

Parmi tous les défis qui se posent aujourd'hui, l'alimentation représente un excellent terrain de mobilisation et d'engagement, tout simplement parce qu'elle concerne tout le monde. Tout le monde a une opinion sur ce qu'il veut ou ne veut pas dans son assiette et même autour de son assiette. Certains désirent dépenser moins tout en mangeant plus sainement, d'autres désirent renouer avec des plaisirs, des saveurs, des espaces de convivialité, d'autres encore veulent retrouver des savoir-faire dans le domaine de la production ou de la transformation et certains veulent être solidaires du monde agricole. Dès lors, cette thématique s'impose comme une manière aussi accessible que pertinente en vue d'agir sur nos vies et sur la société. Les possibilités d'actions sont nombreuses et diversifiées, elles offrent une multitude d'opportunités pour rassembler les citoyennes et citoyens.

Ces dix dernières années, en tant que chercheuses et chercheurs, formatrices et formateurs mais aussi en tant qu'actrices et acteurs militants, nous avons été témoins de mobilisations citoyennes, à la fois héritières des mouvements sociaux du XX^{ème} siècle et innovantes. Leur principale originalité est de se donner comme objectif de transformer concrètement la société

³ [LIRE FICHE « Le commerce équitable tel que nous le concevons ».]

dans son ensemble en agissant localement, collectivement et le plus souvent de manière autonome. Nous avons observé des chercheuses et chercheurs, des paysannes et paysans innover dans le domaine des techniques de production, des consommatrices et consommateurs créer des systèmes alternatifs de distribution, des citoyennes et citoyens s'organiser pour résister à l'agrobusiness, des collectifs se lier entre eux pour former des convergences en vue d'échanger des savoir-faire ou d'interpeller le monde politique.

L'alimentation n'est évidemment pas le seul secteur dans lequel les citoyennes et citoyens se mobilisent pour s'émanciper ; il en va de même pour la mobilité, l'habitat, l'énergie, l'égalité hommes-femmes pour n'en citer que quelques-uns. Ce sont les innovations sociales, économiques, politiques et culturelles entreprises à la base par de plus en plus de citoyennes et citoyens dans tous ces domaines qui nous intéressent car elles expérimentent des formes d'organisations sociales alternatives au modèle capitaliste néolibéral mondialisé. Ci-dessous, nous choisissons de mettre la focale uniquement sur le secteur alimentaire en vue de pouvoir entrer plus dans le détail de ce qui, pour nous, constitue une révolution (épistémologique, anthropologique, culturelle et sociale) lente mais indéniable.

B. Une illustration inspirante de notre capacité à créer de nouveaux systèmes

Dès 1984, l'asbl Le *CRABE* (Coopération, Recherche et Animation du Brabant de l'Est), pionnière de l'agriculture bio, initie un cycle de formation en maraîchage biologique pour créer de l'emploi et rendre nos modes de production plus respectueux de l'environnement. En 1999, l'association *Kokopelli* se met en place pour préserver la biodiversité et surtout les semences paysannes. Pour ce faire, l'association instituera entre autre des bourses d'échanges de semences. Les potagers collectifs urbains dont le nombre a décliné tout au long du XX^{ème} siècle réapparaissent et sont le terrain d'une diversité de projets liés à la réappropriation de notre alimentation. En 2016, 274 potagers collectifs sont recensés à Bruxelles et 243 en Wallonieⁱⁱ.

Le réseau des *GASAP*⁴ (Groupements d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne) s'est créé en 2007 à Bruxelles en vue de coordonner la distribution de produits maraîchers directement entre productrices, producteurs, consommatrices et consommateurs. Avant de devenir un réseau, il a fallu qu'un agriculteur et une poignée de consommatrices et consommateurs bruxellois décident d'expérimenter ce mode de distribution alternatif en s'inspirant des circuits-courts du Japon, le *Teikei* ou des *AMAP* en France. Le *Réseau des GASAP* est passé de 3 groupements d'achats en 2007 à 48 en 2011 pour presque doubler en 5 ans vu qu'en 2015, il y en avait déjà 88ⁱⁱⁱ. En Flandre, les *Voedselteams* (équivalent flamand des *GASAP*) démarrent en 1996, ils ont atteint le nombre de 120 groupes en 2011^{iv}. En Wallonie, environ 10 000 personnes sont membres d'un Groupement d'Achats Communs (*GAC*)^v. Le nombre de ces *GAC* était estimé à 40 en 2000 par *Nature et Progrès*, aujourd'hui le *Réseau des Consommateurs Responsables* en recense 177 en 2016.

Dans l'assiette, cela évolue aussi. Des asbl comme *Rencontre des Continents* ou les *Jardins de Pomone* forment les citoyennes et citoyens à redessiner leur assiette sur base de critères écologiques et politiques et non plus sur base du diktat « vite et pas cher ». De plus en plus de

4 Groupes de 15-20 ménages qui s'engagent à acheter une partie de la production d'une productrice ou d'un producteur toutes les semaines/tous les 15 jours. L'asbl le Réseau des GASAP fédère les groupes et les 35 productrices et producteurs de son Réseau.

cuisines de collectivités se convertissent à l'alimentation durable et de plus en plus de lieux de restauration bio, équitable, locale et/ou de saison font leur apparition.

Depuis plus d'une dizaine d'années, les squats ou les centres sociaux occupés se multiplient, se font et se défont en Belgique. Dans presque tous ces espaces, s'organisent des tables d'hôtes où les repas sont confectionnés à partir d'invendus récupérés dans les supermarchés ou à la clôture des marchés locaux. Toujours en matière de gestion des déchets mais en même temps de création d'humus, le compostage collectif de quartier s'organise et se propage dans la région de Bruxelles-capitale. Bien que les composts de quartier existaient avant 2008, c'est cette année-là qu'une poignée de jeunes mettent en place l'asbl *WORMS* pour former les citoyennes et citoyens au compostage et favoriser l'implantation de composts de quartier partout dans la région. L'évolution est assez fulgurante, 34 composts de quartier sont comptabilisés en 2011, il y en a 67 en 2014 et en janvier 2016, leur nombre passe à 106^{vi}.

La liste des initiatives citoyennes alternatives entreprises dans le domaine de l'alimentation est longue et ne fait que s'allonger d'années en années. Le passage de l'individuel au collectif et du collectif au réseau se fait à une vitesse impressionnante. Des dynamiques collectives transversales se mettent en place pour faire le lien entre l'alimentation, l'énergie, la mobilité, la biodiversité, etc. C'est le cas des initiatives des *villes en Transition*. En Belgique la première initiative de Transition se met en place en 2007 à Grez-Doiceau. En 2016, le réseau en recense une quarantaine en Wallonie et à Bruxelles et plus de 50 en Flandre.

Il y a quelques années à peine, beaucoup d'alternatives alimentaires n'étaient que des niches dépendantes du système dominant. A titre d'exemple, beaucoup de productrices et producteurs bio étaient dépendants des supermarchés pour écouler leur production. Aujourd'hui, les liens existent toujours mais ne sont plus une fatalité. Parallèlement au modèle agro-industriel, d'autres modèles se développent. La littérature agronomique les appelle « systèmes alimentaires alternatifs » (*alternative food systems*) par opposition au « système alimentaire conventionnel » (*conventional food system*). Ils sont alternatifs dans le sens où leurs principes d'organisation diffèrent du modèle conventionnel⁵. Et nous parlons de système dans la mesure où la boucle caractéristique des systèmes alimentaires (ressources-production-distribution-consommation-déchets) peut prétendre d'une certaine autonomie par rapport au modèle conventionnel.

Aucune étape du système alimentaire conventionnel n'échappe aux citoyennes et citoyens qui ont entrepris collectivement de se réapproprier leur alimentation et d'en faire le tremplin d'une transformation sociale générale. Des modes d'accès et de gestion des ressources naturelles (semences, eau, terre) à la gestion des déchets en passant par les modes de production, de distribution et de consommation, des alternatives au système alimentaire conventionnel existent, s'agrandissent, se multiplient, se renforcent et tissent des liens entre elles. La boucle est bouclée.

Attention, il n'existe pas « une » mais « des » alternatives au système conventionnel. Les typologies diffèrent d'un auteur ou centre de recherche à l'autre mais citons les *local food systems*, *organic food systems*, *cooperatives in food systems* ou encore *fair trade systems*. Aucun d'eux n'est réellement hermétique vu qu'il est aujourd'hui possible d'acheter localement une alimentation produite selon les principes de l'agriculture biologique, distribuée de manière équitable par une coopérative. De façon générique, c'est l'appellation

⁵ Voir chapitre/tableau « changement de paradigme »

« système d'alimentation durable » (*sustainable food system*) qui est retenue par les Nations-Unies pour qualifier ces alternatives^{vii}. Dans cette étude, nous retiendrons tantôt l'appellation de « système alimentaire alternatif », tantôt nous parlerons d'agroécologie.

Bien entendu, ces alternatives ne sont pas totalement indépendantes du système conventionnel, elles s'inscrivent davantage dans les fissures du système agroindustriel qu'en dehors et elles en subissent l'influence.⁶ En retour, ces alternatives sont également capables d'influencer le modèle conventionnel. Ci-dessous, nous citons quelques initiatives citoyennes, de manière non-exhaustive, qui, au travers des liens qu'elles entretiennent, constituent des nouvelles boucles au sein de nos systèmes alimentaires.

Système alimentaire alternatif				
Ressources (semences, eau, terre)	Production	Distribution	Consommation	Gestion des déchets
Bourses d'échange de semences (<i>Kokopelli</i>), Coopératives foncières (<i>Terre en vue</i>), gestion communautaire de l'eau (Bolivie) et remunicipalisation (France), Community land trust, système de collecte d'eau de pluie	Fermes bio, biodynamiques, agro-écologiques, Ceintures alimentaires périurbaines, Fermes urbaines (<i>Ferme de NOH</i>), centre de formation en agriculture biologique (<i>EPI-CRABE</i>), Potagers sur les toits (<i>Potage-toi</i>), Coopératives de producteurs (<i>Grosses légumes</i>)	Commerce équitable du « Sud » et du « Nord », Groupements d'achats (<i>GASAP, GAC, GAS</i>), coopératives (<i>Agricovert</i>), épiceries sociales et coopératives (<i>Epicentre</i>), marchés fermiers, vente directe à la ferme, points de dépôt, livraisons à domicile de paniers (<i>L'Heureux Nouveau</i>).	Cuisines collectives (<i>Beans for peace, Kokerelle</i>), Jeudi Veggie, restaurateurs bio (<i>Le marché noir</i>), mouvement Slow Food, mouvement vegan, cantines bio, cuisines de collectivités bio.	Composts de quartier (<i>WORMS</i>), mouvements freegan (<i>les Déchétariens</i>), Upcycling (<i>Permafungi</i>), Fermes agroécologiques.

C. Un mouvement social qui dépasse l'alimentation

Toutes ces initiatives forment un mouvement social⁷. Certains le nomment « agroécologie », d'autres l'appellent « souveraineté alimentaire ». La plupart des actrices et acteurs de la transition de nos modèles agricoles et alimentaires articulent les deux. L'agroécologie est

⁶ [VOIR « le principe de totalité » dans FICHE « Les 5 principes de l'approche systémique »].

⁷ **Mouvement social** : Dans un sens général, ensemble de mobilisations et d'actions collectives concertées en faveur d'une cause, combinant l'utilisation de techniques de protestation, un travail de revendication sociale à l'égard des autorités en place et la défense d'une conception de la juste répartition des biens désirables au sein d'une société. Pour Alain Touraine, le mouvement social est une dynamique historique conflictuelle qui combine un principe d'identité (qui lutte ?), d'opposition (qui est l'adversaire ?) et de totalité (le sens de la lutte). Source : *Lexique de Science politique – Vie et Institutions politiques*, Dalloz, 2011

tantôt présentée comme une boîte à outils au service de la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire un moyen pour concrètement construire cette souveraineté. D'autres en font une finalité. La souveraineté alimentaire est un droit qui, mis en application, permet d'atteindre un idéal, celui d'un système alimentaire agroécologique et non plus industriel. Quoi qu'il en soit, souveraineté alimentaire et agroécologie ne se préoccupent pas seulement d'alimentation mais embrassent les enjeux du système-monde capitaliste dans son ensemble.⁸

La souveraineté alimentaire est définie par Via Campesina, syndicat international paysan, comme : « *un droit international qui laisse la possibilité aux pays ou aux groupes de pays de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs populations sans qu'elles puissent avoir un impact négatif sur les populations d'autres pays. La souveraineté alimentaire est donc une rupture par rapport à l'organisation actuelle des marchés agricoles mise en œuvre par l'OMC.* ^{viii} »

Au départ réduit à un mouvement social « Sud » dans le sens d'une dynamique conflictuelle qui opposerait les productrices et producteurs du « Sud » aux multinationales internationales et aux productrices et producteurs du « Nord », la souveraineté alimentaire s'est peu à peu affirmée comme un mouvement social international dont le clivage « Nord-Sud » n'est plus prédominant mais où il s'agit davantage d'une conflictualité entre deux conceptions des systèmes alimentaires qui se manifeste partout sur la planète. Par ailleurs, la souveraineté alimentaire ne se préoccupe pas seulement d'alimentation, elle se veut être un fer de lance pour transformer la société dans son ensemble.

En guise d'illustration, citons un extrait de la déclaration issue du Forum Nyéléni de 2011, premier forum pour la souveraineté alimentaire en Europe : « *les peuples d'Europe font actuellement face aux premières politiques d'ajustements structurels imposées par les gouvernements sur leurs populations. Jusqu'à présent, ces politiques concernaient les habitant(e)s d'autres régions, en particulier des pays du Sud, et cela dans le seul but de sauver le capitalisme et ceux qui en bénéficient. [...] Nous sommes convaincus que la Souveraineté Alimentaire est non seulement un pas en avant pour un changement des systèmes agricoles et alimentaires mais que c'est aussi un pas en avant pour un changement structurel de nos sociétés.* ^{ix} »

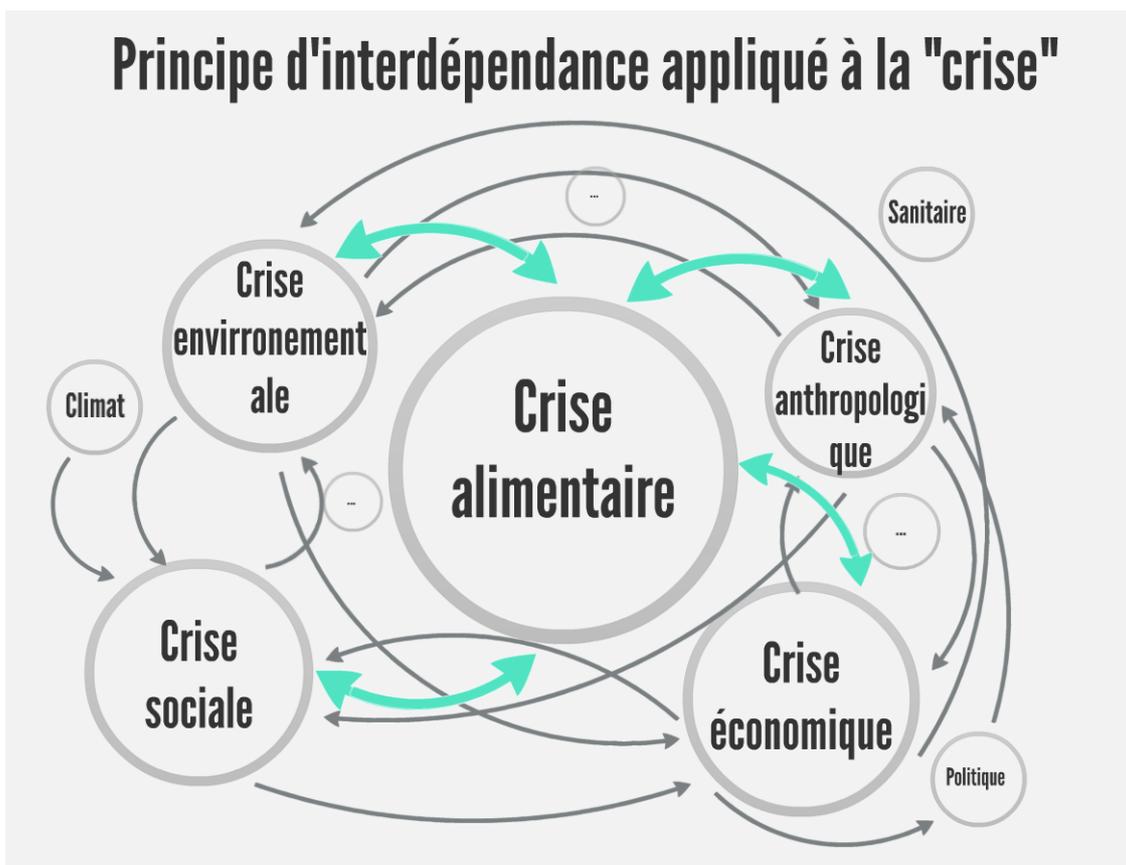
Le lien entre transition des systèmes-alimentaires et transition du système-monde dans son ensemble est également présent dans la pensée agroécologique. Le Groupe Interdisciplinaire de Recherche en Agroécologie (GIRAF) décrit l'évolution historique qu'a connue l'agroécologie ces dernières années : « *Il n'existe [...] pas une seule manière de définir et de travailler sur l'agroécologie. Cependant, l'évolution du champ d'action auquel se réfère la définition de ce concept fédérateur permet de distinguer historiquement trois temps : l'agroécologie des systèmes productifs au sens strict, l'agroécologie des systèmes alimentaires et enfin, l'agroécologie comme étude des rapports entre production alimentaire et société au sens plus large.* ^x »

Prolongeons ces déclarations en mettant en lumière les liens entre les alternatives proposées par la souveraineté alimentaire et l'agroécologie et d'autres mouvements sociaux. Les caractéristiques, inhérentes à ces mouvements, sont notamment :

⁸ **[LIRE FICHE « système-monde capitaliste »]**

- la relocalisation de la production, les méthodes de production biologiques et les circuits-courts qui sont interconnectés aux propositions faites par les mouvements pour la justice climatique et les mouvements écologistes en général ;
- l'autonomie par rapport aux produits des multinationales, une productivité fondée sur des parcelles intensives en main d'œuvre et des prix équitables car tenant compte des coûts de production qui sont interconnectés aux mouvements pour la justice sociale ou le travail décent ;
- le droit de protéger et de soutenir l'agriculture au travers de politiques et de subsides publics qui est à relier aux mouvements sociaux défendant l'Etat-social face au néolibéralisme à aux mouvements de lutte contre les Plans d'Ajustement Structurel ;
- l'attention particulière accordée aux droits des femmes dans les systèmes alimentaires alternatifs qui est à relier à toutes les autres dynamiques sociales luttant contre le patriarcat.

En d'autres mots, autant la crise alimentaire se retrouve à la croisée des chemins d'une crise systémique, voire d'un effondrement, autant le système alimentaire peut être un terrain d'actions dont les effets bénéfiques impacteront les autres sous-systèmes du système-monde. L'approche systémique qui, comme son nom l'indique, est mobilisée pour étudier les systèmes, qualifie ce phénomène d'interactions au travers du « **principe d'interdépendances** ».⁹



Crise environnementale à changer

En résumé, le mouvement pour la souveraineté alimentaire est à la fois :

⁹ [LIRE FICHE « Les 5 principes de l'approche systémique »]

- un mouvement social qui cherche à construire des systèmes alimentaires alternatifs au système conventionnel ;
- un mouvement social qui, en son sein, tient compte et cherche à affronter les différents mécanismes de domination caractéristiques du système-monde (capitalisme, patriarcat, racisme) ;
- un mouvement social dont les acquis contribuent par ailleurs à répondre aux autres crises sectorielles du système-monde (crise climatique, politique, économique, etc.) ;
- un mouvement social dont les alternatives innovantes entreprises par les citoyennes et les citoyens concourent à la transformation du paradigme capitaliste dans son ensemble.

Dans les derniers chapitres, nous développerons cette idée de changement de paradigme, mais, avant cela, prenons le temps de décrire les différentes **Dynamiques de transition alimentaire** qui constituent le mouvement social pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie.

Dynamiques de transition

Dans cette étude nous utiliserons le concept de « **dynamiques de transition** » pour couvrir la diversité des formes d'actions individuelles et collectives œuvrant pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie. En effet, malgré leur diversité, les différentes formes d'actions collectives que nous allons développer ci-dessous forment un mouvement dans le sens où elles ont toutes pour finalité la transition de notre système alimentaire et, par de là, une transition de la société dans son ensemble¹⁰.

2. Diversité des dynamiques de transition

Avant de souligner les caractéristiques communes aux dynamiques de transition au centre de cette étude, nous évoquons dans ce chapitre la diversité des formes d'actions entreprises par les citoyennes et citoyens au sein du mouvement pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie. De prime abord, cette diversité peut apparaître comme une fragilité au sein du mouvement. Pourtant, la diversité des tactiques peut s'avérer en être la force principale.

En théorie, tout le monde s'accorde à dire qu'on a besoin de tout pour faire un mouvement. Pourtant, dans la pratique, des tensions existent bel et bien entre les actrices et acteurs des dynamiques de transition alimentaire. Loin de nous l'idée de vouloir faire disparaître les divergences au sein du mouvement tant les débats contradictoires qu'elles engendrent favorisent la remise en question et l'amélioration de nos pratiques. Cependant, après avoir exposé les logiques des différentes dynamiques de transition, nous prendrons le temps de mettre en évidence leur complémentarité car, si les divergences d'opinions peuvent parfois être utiles, elles ne devraient pas empêcher des moments de convergences entre dynamiques de transition en vue de peser dans le rapport de force qui les lie aux acteurs de l'agrobusiness.

¹⁰ Pour ne pas confondre cette appellation générique avec le mouvement spécifique des Villes en Transition, nous éviterons de mettre une majuscule à « transition ».

2.1. Niveaux et sphères d'engagement : individuel/collectif – consommation/citoyenneté

Le débat sur le niveau d'action (individuel/collectif^{xi}) et les sphères d'engagement (consommateur/citoyen^{xii}) est récurrent dans le cadre des processus pédagogiques orientés vers le passage à l'action. Chassez-le par la porte il reviendra par la fenêtre... L'argument « *Si tout le monde achetait bio-équitable au supermarché, le monde changerait* » s'oppose frontalement à celui qui soutient que « *manger bio ne changera rien, ce qu'il faut, c'est une mobilisation sociale forte qui débouche sur des changements de lois* ».

Par « action *individuelle* », nous entendons tout ce qui peut être entrepris sans rejoindre une dynamique collective. Une action individuelle peut s'inscrire dans une dynamique collective mais sans que du temps ne soit consacré à une concertation avec d'autres personnes (exemple: signer une pétition ou acheter équitable). Par « action *collective* », nous entendons « *agir ensemble intentionnel marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de revendication ou de promotion d'intérêts ou d'une cause*^{xiii}. »

Par « action dans la sphère de la *consommation* », nous entendons tout ce qui peut être entrepris au travers de la consommation, autrement dit, à travers les choix que nous réalisons en matière de consommation. La sociologue et économiste française Sophie Dubuisson-Quellier parle de consommation engagée entendue comme « *la volonté des citoyens d'exprimer directement par leurs choix marchands des positions militantes ou politiques*^{xiv} ». Par « action dans la sphère de la *citoyenneté* », nous entendons tout ce qui peut être entrepris en dehors d'échange marchand conventionnel. Dans cette étude, nous parlons aussi de *sphère du marché* et de *sphère de la société civile*¹¹ pour recouvrir la distinction *consommation/citoyenneté*. Dans les chapitres suivants, nous ajouterons également la *sphère étatique*^{xv}.

Niveau COLLECTIF

CONSOMMATION/MARCHE	HE	Entreprise de commerce Équitable, Economie Sociale et Solidaire, Groupe d'Achats Solidaire, Cantine Bio, Coopérative	Faire du plaidoyer pour la souveraineté alimentaire, Campagne de Boycott, Organiser des mobilisations et actions directes	CIVILE/CITOYENNETE	SOCIETE
		Acheter bio, équitable, local et de saison, boycotter des	Signer une pétition, voter, s'informer, sensibiliser son		

¹¹ Paradoxalement, « *dans l'esprit des philosophes libéraux du XVIIIème siècle, la société civile est associée à la société marchande* ». Cela s'explique par la prédominance à l'époque des interventions de l'Etat dans les échanges marchands. « *Ce n'est qu'à partir du XIXème siècle que la société civile est de plus en plus associée, dans la réflexion politique, à l'ensemble des activités humaines qui s'organisent en dehors de l'Etat* ». (*Lexique de science politique – Vie et institutions politiques*, Dalloz, 2011).

produits, acheter directement
chez la productrice et le
producteur

entourage

Niveau INDIVIDUEL

Le type de classification ci-dessus permet de penser les forces au sein du mouvement mais cette classification est avant tout une vue de l'esprit tant :

- **L'engagement individuel est le produit de dynamiques collectives.** De plus, l'individu autonome existe-t-il vraiment ? Le philosophe franco-argentin, Miguel Benasayag énonce que l'individu est une conception assez récente caractéristique des sociétés occidentales. L'auteur n'hésite pas à déclarer que l'individu n'est qu'un mythe^{xvi}. À l'inverse, les choix individuels ne disparaissent jamais totalement dans les dynamiques collectives. Il s'agit même d'une tendance de plus en plus forte dans les formes collectives d'engagement. Pour sa part, le sociologue français Jacques Ion parle d'« engagement affranchi »^{xvii}.
- **La frontière entre engagement en tant que consommatrice, consommateur et citoyenne, citoyen est également poreuse.** Certains sociologues parlent aujourd'hui de « Consom'acteurs », de « consommation critique » ou encore de « citoyens consommateurs »^{xviii}. Comme il s'agit d'activités reposant sur des échanges monétaires, les GASAP sont situés dans la sphère du marché. Cependant :
 - ce type d'initiative est par ailleurs l'émanation d'une société civile organisée ;
 - l'échange marchand n'est qu'un aspect parmi d'autres dans cette dynamique collective qui implique beaucoup d'autres actions non-marchandes ;
 - l'échange marchand est non-conventionnel dans la mesure où le prix est calculé sur base de la rémunération du travail de la productrice ou du producteur et non pas fixé par une quelconque « main invisible » du marché.

D'autres initiatives se situent également à cheval entre ces sphères, citons par exemple les « groupes de simplicité volontaire » qui cherchent à diminuer l'impact de notre consommation au travers de la sobriété mais qui, par ailleurs, sont porteurs d'un projet politique souvent qualifié de « décroissance ».

Isolée, aucune des formes d'actions exposées ci-dessus (individuelle ou collective, dans la sphère de la consommation ou de la citoyenneté) n'est capable de provoquer un changement radical de société. Universaliser la consommation responsable atténuera certainement la pollution et minimisera les atteintes aux droits sociaux des travailleuses et des travailleurs mais une stratégie fondée sur une démarche *individuelle* et les mécanismes de *marché*, deux caractéristiques fortes du système-monde capitaliste, peut-elle engendrer un changement profond de modèle de société ? Des mobilisations sociales fortes permettent d'adopter des lois progressistes mais, d'une part, la révolution culturelle dont nous avons besoin aujourd'hui ne peut s'imposer par décret et, d'autre part, une stratégie fondée sur une conception verticale et institutionnelle de la politique est à l'opposé de ce qui est poursuivi par les initiatives de transition!

Ces logiques d'action se complètent et tirent leur force de leurs articulations. En guise d'illustration, le fait d'acheter individuellement des produits issus du commerce équitable (individuel/marché) renforce notamment les capacités organisationnelles des coopératives de production des pays du « Sud » (collectif/marché) qui seront plus à même de collaborer avec

des ONG internationales en vue d'exercer un plaidoyer politique (collectif/société civile) en faveur de la souveraineté alimentaire et du travail décent, lequel ne serait pas aussi efficace sans le soutien de milliers de citoyennes et citoyens qui, individuellement, signent des pétitions (individuel/société civile).

Cependant, bien que nous soulignons le caractère complémentaire entre niveau et sphère d'action, ce sont les actions collectives porteuses d'un Projet Politique qui retiendront toute notre attention dans cette étude, et ce, pour deux raisons :

- D'une part, plusieurs études ont démontré les effets limités des stratégies orientées vers les changements de comportements individuels de consommation. Ainsi, le laboratoire SMART CSO énonce que « *les débats politiques actuels sur le changement climatique se focalisent surtout sur les stratégies pour changer le comportement des consommateurs dans le sens d'une consommation soutenable. Malgré cette attention de la part des chercheurs et des responsables politiques, le succès reste rare : si l'opinion publique dans nombre de pays semble prendre conscience des problèmes environnementaux et sociaux, le comportement de la majorité des individus ne change pas pour autant.* ^{xix} »
- D'autre part, nous nous rattachons à Marc Jacquemin, sociologue à l'ULG, qui distingue la « liberté du consommateur » et la « liberté du citoyen » et pour qui la liberté de la consommatrice ou du consommateur donne le droit et le pouvoir de refuser certaines choses alors que seule la liberté de la citoyenne et du citoyen et a le pouvoir de faire émerger une alternative^{xx}.

2.2. Echelle d'action : local – global – transversal

Les mouvements pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie se manifestent autant dans l'antre des institutions internationales que dans les potagers urbains. Les organisations qui forment le mouvement pour la souveraineté alimentaire se distinguent entre celles qui pensent global et agissent localement et d'autres qui partent des réalités locales pour agir globalement. A l'analyse de ce qui est en cours en Belgique, voici une liste non-exhaustive d'**actions concrètes** et de **revendications politiques** menées par la société civile à différentes échelles.

	<i>Niveau international</i>	
<i>Stratégie Top-Down</i>	Sortir l'agriculture des accords de l'OMC	<i>Stratégie Bottom-up</i>
	Modification des politiques agricoles de la Banque Mondiale	
	Faire du « droit à l'alimentation », reconnu dans le Pacte international des droits économiques sociaux et culturels, un droit justiciable auprès d'un comité international des droits de l'homme	
	Rendre les multinationales responsables de leurs crimes sociaux et environnementaux	
	Réguler la finance et plus particulièrement la spéculation sur les denrées alimentaires	
	Mettre fin aux investissements fonciers à grandes échelles	
	Forum sociaux mondiaux	
	Commerce équitable	
	Contre-sommet G8, OMC, FMI, etc.	
	<i>Niveau régional</i>	
	Réformer les politiques agricoles régionales comme la PAC	
	Régulation de l'offre et des prix	
	Réguler les marchés internationaux au travers de la protection douanière	
	Régions sans OGM	
Forum Nyéléni		
Réseau de circuits-courts régionaux comme Urgenci		
<i>Niveau régional et national</i>		
Subventionner l'agriculture sur base de critères sociaux et environnementaux		

	Réforme agraire (accès à la terre, aux quotas, etc.)		
	Financer la recherche scientifique publique en faveur de l'agroécologie		
	Soutien à l'emploi dans le domaine agricole au travers de la formation et soutien à la reconversion		
	<i>Niveau local</i>		
	Agenda 21 pour le développement durable		
	Mouvement des villes en Transition		
	Quartiers durables, quartiers verts		
	Circuits-courts		
	Coopératives agricoles de production et de distribution		
	Ceintures alimentaires autour des villes, agriculture urbaine et potagers urbains		

Il est difficile, voire impossible, pour les organisations de la société civile de s'impliquer à toutes les échelles. Dès lors, chacune se spécialise. Des organisations comme Oxfam-en-Belgique, Greenpeace ou FIAN consacrent une majeure partie de leur temps à formuler des actions et revendications aux échelles internationales et régionales. D'autres comme Le Début des Haricots, Rencontre des Continents ou Quinoa consacrent une majeure partie de leurs actions à des échelles plus locales. L'existence de réseaux en Belgique comme le *Réseau de Soutien à l'Agriculture Paysanne (RESAP)*, *Via Campesina* ou le *Centre National de Coopération au Développement (CNCD)*, pour n'en citer que quelques-uns, permet à ces actrices et acteurs de se rassembler et de relier actions locales et globales. La *journée internationale des luttes paysannes* est un exemple parmi d'autres où les campagnes internationales menées par des organisations spécialisées sur les enjeux internationaux sont réappropriées par des organisations dont les activités sont davantage ancrées sur le terrain local^{xxi}.

Observons qu'à l'échelon local, l'action concrète sera largement valorisée par les actrices et acteurs de la souveraineté alimentaire. A l'échelle internationale, mis à part les dynamiques de Forum social et les initiatives de commerce équitable, le mouvement pour la souveraineté alimentaire se manifestera par contre plus largement au travers de campagnes de plaidoyer politique. Cependant, même si l'idée de réformer les politiques au niveau international, comme « sortir l'agriculture de l'OMC », peut apparaître comme la première chose à faire pour réaliser la souveraineté alimentaire, force est de constater que les citoyennes et citoyens ont moins de libertés et d'opportunités d'agir à cette échelle que d'agir dans leur quartier. Assumer cette tension entre *ce qui peut paraître efficace* et *ce qui est accessible* permet d'éviter l'inertie.

Si les transformations politiques au niveau global peuvent amener de grands changements au niveau local (*top-down*), les actions directes locales ont également le pouvoir de faire aboutir des revendications politiques au niveau global (*bottom-up*). Enfin, si les transformations structurelles au niveau international sont indispensables car elles permettent d'obtenir des changements juridiques à grande échelle, les actions locales sont les seules qui pourront engendrer les profondes transformations culturelles nécessaires en vue de bâtir la souveraineté alimentaire. Ces transformations culturelles ne pourront pas, en effet, être imposées par une quelconque résolution des Nations-Unies. Le laboratoire Smart CSOs explicite de manière très détaillée les interactions entre niveaux global et local. Il distingue trois niveaux : niveau macro (culture), niveau méso (technique, économique, politique) et niveau micro (niches). La « transition par les niches » permet d'expliquer le mécanisme par lequel des alternatives entreprises au niveau local sont capables d'influencer les structures politiques et, au-delà, la culture d'une société.¹²

¹² **LIRE FICHE « La TRANSITION PAR LES NICHES »**

2.3. Stratégies d'actions : Trépied avec-sans-contre

Ces dernières années, nous avons également été marqués par la diversité des stratégies mises en place pour concourir à la transformation de notre système alimentaire¹³. Les initiatives citoyennes en faveur de la souveraineté alimentaire ont beau avoir un même objectif général, les moyens pour y arriver diffèrent d'un collectif à l'autre. Le choix de ces stratégies est intimement lié au diagnostic qu'on pose sur le rôle de l'Etat¹⁴ (dirigeantes et dirigeants, élues et élus, administrations, etc.) et des relations entretenues avec lui.

Sans avoir la prétention d'être exhaustifs par rapport aux attitudes entretenues avec l'Etat, nous avons relevé trois idéaltypes¹⁵ de postures de la part des collectifs citoyens. Ces postures sont souvent le résultat d'un postulat de départ sur la question de l'origine du changement :

1. **Le changement vient des politiques publiques construites au travers de mécanismes de concertations démocratiques.** Une série de mécanismes démocratiques permettent aux citoyennes et citoyens de se faire entendre. La puissance publique est considérée comme une alliée car elle partage nos objectifs ou peut partager nos objectifs. Dès lors, la transition peut être co-construite avec l'Etat au travers du dialogue ou d'un rapport de force équilibré. Ci-dessous, cette stratégie sera dénommée « faire avec », dans le sens faire avec la sphère gouvernementale.
2. **Le changement vient de la société civile au travers des conflits qui l'opposent à la sphère politique et économique.** La puissance publique est un obstacle à notre cause car elle ne partage pas nos objectifs ou est perçue comme illégitime. Dès lors, le changement passe par la résistance directe aux politiques publiques contraires à la transition et/ou à la capacité à influencer sur des politiques publiques qui y concourent. Face au constat de l'incapacité des politiques publiques à accompagner la transition, cette résistance vise soit à réintroduire un rapport de force plus équilibré soit à remettre en cause la légitimité même de la puissance publique. Ci-dessous, cette stratégie sera dénommée « faire contre », dans le sens faire contre la sphère gouvernementale.
3. **Le changement vient de la société civile au travers des initiatives créatrices.** La sphère politique n'est pas adaptée ou pas indispensable en vue d'engendrer les changements nécessaires. L'Etat de droit est un élément du système parmi d'autres dont il faut tenir compte tout en agissant de manière autonome. Dès lors, la transition passe par l'expérimentation et le développement d'alternatives sans nécessité absolue

¹³ **VOIR FICHE : « Cartographie des dynamiques de transition pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie »]**

¹⁴ Par Etat, nous entendons : « *Système de domination caractérisé par la formation d'institutions politiques distinctes de la société, dotées de la personnalité morale et des moyens d'exercice de la souveraineté sur un territoire et sa population. L'Etat s'incarne dans des organes – tels le chef de l'Etat, le parlement, le gouvernement, l'ordre judiciaire – et dans un ensemble de structures organisationnelles – les administrations publiques. Il est devenu classique de distinguer l'Etat de la « Société civile », dont il est censé assurer la sécurité et protéger les libertés par l'édiction de règles de droit et la monopolisation de la violence physique légitime.* ». Définition extraite de *Lexique de science politique – Vie et institutions politiques*, Dalloz, 2011. Voir aussi : la typologie des Nations-Unies déjà décrite plus haut : société civile – sphère commerciale – sphère gouvernementale.

¹⁵ L'idéaltype est une notion sociologique construite par Max Weber. Qualifier un concept d'idéaltype, c'est reconnaître qu'il n'existe pas réellement de manière pure et que la réalité est plus complexe que ce que peut renvoyer le concept théorique concerné. Cependant, recourir aux idéaltypes permet de formuler des hypothèses afin de mieux appréhender cette complexité.

de recourir à des politiques publiques. Ci-dessous, cette stratégie sera dénommée « faire sans », dans le sens faire sans la sphère gouvernementale.

Lorsque la sociologie s'intéresse aux « actions politiques » et à leur « répertoire ¹⁶ », elle fait majoritairement référence aux deux premières postures. Ces deux postures se distinguent entre elles au travers de la dichotomie : *Participation politique conventionnelle/ Participation politique non conventionnelle*.

Participation politique conventionnelle et non-conventionnelle^{xxii}

- la participation politique conventionnelle : elle désigne toutes les activités politiques qui se déroulent dans un cadre légal sans remettre en cause la légitimité du système (le vote, l'engagement politique dans un parti, la participation à une campagne électorale, mais aussi, plus prosaïquement, la participation à une discussion politique ou le suivi de l'actualité politique dans les médias) ;
- la participation non conventionnelle : elle renvoie à toutes les formes de participation protestataires qui se situent aux marges, voire en rupture de la légalité et qui mettent en cause la légitimité du système (la manifestation, la grève, voire les actions violentes de casseuses et casseurs, l'occupation illégale de locaux, la prise d'otage de patron d'usine).

Bien qu'elles se distinguent par le fait de respecter ou non la cadre légal de l'Etat de droit, elles sont toutes deux orientées vers l'objectif d'obtenir des changements au niveau des pouvoirs publics tels qu'un changement législatif (abrogation, adoption, amendement d'une loi) ou un changement de politique gouvernementale.

La troisième posture qui consiste à poursuivre le changement social sans passer nécessairement par la sphère gouvernementale est souvent absente des cadres d'analyse sociologique, ce y compris ceux qui s'intéressent aux « nouveaux mouvements sociaux »¹⁷.

¹⁶ Voir la notion de « répertoire d'action collective » développée par Charles Tilly dans Charles Tilly, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », in Vingtième siècle. Revue d'Histoire, n°4, octobre 1984

¹⁷ Voir même les « nouveaux nouveaux mouvements sociaux » !



Pourtant, dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, cette troisième voie, celle de l'autonomie, souvent associée par ailleurs à l'idée d'agir localement, semble être une des plus prolifiques que ce soit en matière de participation citoyenne ou de résultats obtenus¹⁸. Mettre en valeur et souligner la force de cette troisième voie est au cœur de cette étude mais il importe de la resituer dans son contexte et aussi de ne pas la sacraliser.

- Dans d'autres domaines tels que les changements climatiques, les épidémies, les déplacements majeurs de population, le recours à l'Etat et à la coopération internationale s'avère nécessaire, ce qui ne sera sans doute pas le cas pour la transition alimentaire dans les pays industrialisés comme le nôtre.
- Alors que dans nos démocraties occidentales, de moins en moins d'organisations de la société civile font de la sphère gouvernementale le passage obligé pour obtenir des changements, aux quatre coins de la planète, des OSC s'organisent et militent pour obtenir un véritable Etat de droit. Par ailleurs, alors que, pour nous, occidentales et occidentaux, il importe de recréer des formes de solidarités entre personnes (et communautés) dans une société fortement individualisée, dans d'autres sociétés, la société civile considérera l'institutionnalisation des mécanismes de solidarités comme un progrès social.

A noter que ces trois postures (faire avec – faire sans – faire contre) sont adoptées le plus souvent de manière inconsciente par les citoyennes et citoyens engagés dans des dynamiques

¹⁸ Voir chapitre « Une illustration inspirante de notre capacité à créer de nouveaux systèmes »

de transition. Des jardinières et jardiniers potagistes qui organisent une bourse d'échange des semences n'ont pas besoin de débattre au préalable du rôle et des responsabilités de l'Etat en matière de sauvegarde de la biodiversité pour décider de se rassembler et de préserver les semences de manière autonome. Certains d'entre eux auront une conscience politique forte de ce qui se joue au travers de cette bourse d'échange, d'autres seront là uniquement pour répondre à un besoin pratique, alors que pour d'autres encore il ne s'agit que d'un hobby.

Bien que nous nous essayions ci-dessous à illustrer ces stratégies en citant quelques initiatives, nous assumons le caractère subjectif de cette classification. Pour poursuivre l'exemple de la bourse d'échange de semences paysannes, cette action relève-t-elle d'une stratégie collective de type « faire sans » étant donné qu'il s'agit de s'échanger des semences entre citoyennes et citoyens, d'une stratégie de type « faire contre » étant donné que des lois sont violées¹⁹ ou d'une stratégie de type « faire avec », vu que cette action de désobéissance civile permettra sans doute d'ouvrir un débat public sur la question ? Libre à chacun de répondre à la question.

Enfin, la mondialisation contemporaine complexifie terriblement l'exercice du pouvoir politique et l'Etat peut s'avérer être à la fois un allié et un obstacle. Dès lors, certaines organisations de la société civile pourront basculer d'une posture à l'autre dans le temps en fonction d'enjeux spécifiques. En France, la Confédération Paysanne était un syndicat traditionnel dont les activités se concentraient sur le plaidoyer politique avant de se faire connaître pour ses actions de désobéissance civile. On remarque donc une diversité de stratégies dans le temps en fonction du contexte mais aussi une diversité de stratégies de manière concomitante. À titre d'exemple, un collectif peut recevoir des subsides publics (l'Etat est un allié) alors que leur activité consistera à organiser des actions de désobéissance civile (l'Etat est un obstacle).

A. Agir en toute autonomie face aux pouvoirs publics

« Ils n'ont pas besoin de nous pour échouer. – Nous n'avons pas besoin d'eux pour survivre »

Sous-Commandant Marcos

« La lutte politique devrait passer partout où se fabrique un avenir que nul n'ose vraiment imaginer, ne pas se borner à la défense des acquis ou à la dénonciation des scandales, mais s'emparer de la question de la fabrique de cet avenir »

Isabelle Stengers

Dans le domaine de l'alimentation, cette posture est emblématique des initiatives qui se veulent créatrices d'alternatives concrètes au modèle dominant. **Créer, inventer, construire...** Avec cette dimension positive qui les caractérise, elles attirent les lumières médiatiques mais aussi une grande diversité de citoyennes et citoyens qui ne se considèrent pas forcément comme militantes ou militants. Ces dernières années, les collectifs citoyens de ce type n'ont cessé de se démultiplier. Nous pensons aux systèmes de « groupements

¹⁹ Le cadre légal européen rend illégal les échanges de semences qui ne sont pas inscrites dans le catalogue européen. Or, la plupart des semences paysannes n'y sont pas inscrites soit parce qu'elles ne remplissent pas les critères imposés par l'UE pour être acceptées soit parce que personne ne les a inscrites étant donné le coût de l'inscription.

d'achats » en tous genres qui ont démarré sous l'impulsion coordonnée de citoyennes et citoyens d'une part, et d'agricultrices et d'agriculteurs d'autre part, sans le concours des pouvoirs publics ni des entreprises. Il en va de même pour les « incroyables comestibles » qui installent des bacs potagers dans la ville et sèment librement dans tous les espaces verts qu'offre la ville. Dernier exemple, les politiques publiques étant toujours orientées vers le soutien à l'agriculture industrielle, des agricultrices et agriculteurs décident de s'auto-organiser en « coopératives » afin de se soutenir mutuellement au niveau des activités de production, de transformation et de distribution.

Il s'agit d'initiatives citoyennes qui font de la citoyenne et du citoyen le sujet central du changement social. Le pouvoir n'est plus perçu comme étant le monopole de l'Etat mais comme étant en chacun de nous. À la dérive attentiste qu'engendre trop souvent le modèle de la démocratie représentative, elles opposent une éthique de la responsabilité. Chaque individu est considéré comme une actrice ou un acteur doté d'un pouvoir bien plus puissant que le pouvoir détenu par l'Etat. Changer le monde peut et doit se faire *ici et maintenant*, sans le concours des pouvoirs publics, il suffit d'observer, de s'unir et d'agir. Cela ne veut pas dire que l'agir collectif n'est pas accompagné du désir de voir changer les politiques publiques mais l'énergie n'est plus consacrée à cela en priorité. L'idée est d'expérimenter des alternatives pour ensuite démontrer qu'il est possible de faire autrement, contrairement à ce qu'énonce l'adage néolibéral : *There is no alternative*. Si le pouvoir ne peut être convaincu avec des mots, il sera convaincu par des actions inspirantes.

La majorité des citoyennes et citoyens impliqués dans ces alternatives cherchent aussi à agir de manière indépendante par rapport aux pouvoirs publics. Il s'agit de ne pas se rendre dépendant des pouvoirs publics pour pouvoir poursuivre son projet. Se pose dès lors la question de toutes les initiatives qui n'attendent rien des pouvoirs publics en termes de législation ou de soutien logistique mais qui dépendent tout de même de ces pouvoirs pour financer leurs activités. Nous l'avons dit, aucune initiative citoyenne n'a pour prétention d'agir exclusivement *avec, sans* ou *contre* l'Etat. Un dynamique de transition peut s'allier à l'Etat (faire avec) en termes de moyens opérationnels tout en poursuivant une logique d'action où le changement est le produit de ce que créent concrètement les citoyennes et citoyens et non pas de ce qui peut être obtenu en matière de droits. Pour certaines dynamiques de transition, la dépendance aux subsides peut néanmoins être perçue comme un risque tant au niveau de la capacité à s'engager sur le long terme que sur la capacité à ne pas altérer l'éthique de son projet. L'autonomie financière apparaît dès lors comme un gage de résilience et de liberté.

B. Agir en résistant/s'opposant aux pouvoirs publics

« C'est grâce aux actions directes des précurseurs du changement social, que celles-ci fussent pacifiques ou violentes, que la conscience humaine, la conscience des masses, s'éveille au besoin de changement. Il serait absurde de prétendre qu'aucun résultat positif n'ait jamais été obtenu par l'action politique traditionnelle ; parfois de bonnes choses en résultent. Mais jamais sans que la révolte individuelle, suivie de la révolte des masses ne l'y contraigne. L'action directe est toujours le héraut, l'élément déclencheur, par laquelle la grande masse des indifférents prend conscience que l'oppression devient intolérable. »

Voltairine de Cleyre

Créer un *food-system* alternatif au modèle agroindustriel et espérer qu'il devienne un jour la norme va de pair avec une dimension conflictuelle. Lorsqu'un individu se dit « être pour » l'agriculture biologique, au même moment, il se dit « être contre » les organismes génétiquement modifiés²⁰. Aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, la pression sur les terres est trop grande pour qu'elles puissent être partagées sans conflit entre les partisans et partisans du modèle agroindustriel et les partisans et partisans de l'agriculture paysanne. Les bénéfices des multinationales sont grands mais l'appétit de leurs actionnaires l'est tout autant, ce qui fait que toute initiative visant à se passer de leurs services sera considérée comme une entrave. C'est pour cela que nous observons des citoyennes et citoyens se mobiliser à l'appel des « luttes paysannes ».

Entre intérêts des acteurs privés et intérêt général, l'Etat est censé jouer les médiateurs. Mais lorsque ce rôle n'est plus assuré, par manque de courage ou de volonté politique, des collectifs citoyens s'organisent pour **dénoncer, protester, résister directement** ou encore, pour **faire plier l'Etat**. C'est ce que font les faucheuses et faucheurs d'OGM qui, a priori, s'en prennent à des biens privés mais qui, en vérité, cherchent à créer un rapport de force avec l'Etat. De fait, le procès judiciaire qu'ils provoquent contraint les pouvoirs publics à se positionner sur la question des OGM, de manière plus impartiale que ce qui se fait dans les assemblées politiques qui, trop souvent, sont soumises aux pressions des lobbyistes.

L'opposition et la résistance vont de pair avec la mise en place des alternatives que nous avons évoquées plus haut. À quoi bon mettre en place des formations au maraichage biologique, des coopératives agricoles et des circuits-courts si, au même moment, les pouvoirs publics autorisent l'entrée des OGM autour des cultures agroécologiques, rasent des potagers collectifs pour installer des supermarchés et distribuent l'argent public de manière disproportionnée en faveur des grands propriétaires terriens ? C'est pour éviter de se retrouver dans une situation résultant du « un pas en avant, deux pas en arrière » que les collectifs citoyens formant le mouvement pour la souveraineté alimentaire progressent sur ces deux fronts (faire sans/faire contre). À priori, nous aurions tendance à affirmer que les alternatives citées plus haut cherchent à créer de la justice, alors que les résistances abordées ici cherchent à empêcher des injustices...mais l'inverse est vrai aussi !

D'où provient cette posture d'opposition ou de résistance ? Une fois de plus, elle n'est pas nécessairement la résultante d'un libre choix mais s'impose d'elle-même dans certaines situations. L'opposition à l'Etat peut naître d'une contrainte comme c'est le cas pour des millions de paysannes et paysans sans terre d'Amérique latine qui n'ont eu d'autres choix que d'occuper illégalement des terres pour survivre. Les occuper mais aussi résister physiquement aux assauts des forces armées qui, régulièrement, tentent de les déloger. Dans nos démocraties occidentales, l'opposition à l'Etat que représentent des actions directes de type « occupation » comme les Zone A Défendre (ZAD) ou de type « blocage », comme les Camps Action Climat, ne sont pas une question de survie pour les activistes qui y prennent part, mais elles apparaissent le plus souvent après avoir épuisé toutes les voies légales pour obtenir justice. Pour certains activistes l'opposition est un ultime recours pour ouvrir ou ré-ouvrir un débat avec les responsables politiques. Pour d'autres activistes, il n'y a plus rien à espérer de l'Etat. Il s'agit donc de désobéir aux lois ou de résister aux projets illégitimes. Paradoxalement, il est courant de trouver côte à côte dans une même action directe des activistes qui désirent

20 Paraphrase d'Albert Camus : « *Qu'est-ce qu'un homme révolté ? Un homme qui dit non. Mais s'il refuse, il ne renonce pas : c'est aussi un homme qui dit oui, dès son premier mouvement.* » dans Albert Camus, *L'homme révolté*, Paris, Gallimard 1951, p. 27

contraindre les dirigeantes et les dirigeants à exercer leur pouvoir réglementaire face aux marchés et d'autres qui aspirent à limiter le pouvoir de l'Etat.

C. Agir en dialoguant avec les pouvoirs publics

« Si les protestataires se mobilisent le plus souvent contre le droit, ils peuvent également le faire avec et par le droit. Les normes juridiques constituent des contraintes, mais elles peuvent aussi être des instruments de lutte et d'émancipation pour les groupes dominés. »

Eric Agrikoliansky^{xxiii}

La transition de l'actuel modèle agricole industriel vers un modèle juste et soutenable est l'affaire de nombreuses organisations de la société civile. Le travail d'ONG comme *Via Campesina*, *FIAN international*, *Oxfam*, *Greenpeace* ou *Friends of the Earth*, pour n'en citer que quelques-unes, mobilisent différentes stratégies parmi lesquelles le plaidoyer politique tient une place très importante. À l'échelle nationale, citons encore Inter-Environnement Wallonie ou Nature et Progrès qui, elles aussi, s'engagent le plus souvent en suivant de très près la sphère gouvernementale en vue d'amender les décisions qui y sont prises en matière d'alimentation et d'agriculture.

La stratégie du « faire avec » se fonde sur les principes fondamentaux de l'Etat de droit. L'Etat exerce un pouvoir sur les citoyennes et citoyens mais il a aussi des obligations que lui assignent la constitution et le droit international. L'Etat de droit se caractérise entre autres par la reconnaissance qu'il accorde aux contre-pouvoirs. D'une part, dans certains domaines, la sphère gouvernementale prévoit des mécanismes de concertation qui permettent aux contre-pouvoirs de se faire entendre sans passer par la case conflit (exemple : les commissions paritaires). D'autre part, un certain nombre d'organisations de la société civile se voient même attribuer des subsides pour exercer leurs missions parmi lesquelles celle de contre-pouvoir.

Les organisations de la société civile citées ci-dessus consacrent une partie importante de leur travail à **dialoguer** avec différents organes gouvernementaux. Leur rôle est de **surveiller, proposer, interpellier et négocier**. Surveiller qu'aucune nouvelle loi ou politique publique ne compromette le droit à l'alimentation ou ne menace les initiatives entreprises par les citoyennes et les citoyens. C'est le cas lorsque ces organisations observent de près des négociations de traités de libre échange et les impacts qu'ils pourraient entraîner sur l'alimentation et l'agriculture. Proposer de nouvelles lois pour contrer les dégâts du modèle agroindustriel (interdire des pesticides) mais aussi pour soutenir les bienfaits apportés par l'agroécologie (augmenter les subsides accordés aux pratiques agroécologiques). Négocier, lorsque le rapport de force le permet, les réglementations que l'Etat met en place comme ce fut le cas lorsqu'il a fallu établir un cahier des charges pour l'alimentation bio ou lorsque l'Union Européenne se lance dans une réforme de la Politique Agricole Commune (PAC).

Certaines organisations évoquent le droit à l'alimentation tel qu'explicitement reconnu dans les textes des Nations-Unies, d'autres parlent de « souveraineté alimentaire » concept créé par la *Via Campesina*, syndicat international paysan majoritairement constitué d'organisations du « Sud ». Historiquement davantage imaginés pour défendre et construire le droit des populations dans les pays du « Sud », les termes « droit à l'alimentation » et « souveraineté alimentaire » sont de plus en plus mobilisés dans des actions collectives prenant place dans les pays industrialisés. Ainsi, lors du Forum Nyéléni qui s'est tenu en Autriche en 2011, la

société civile européenne a affirmé que ce concept de « souveraineté alimentaire » devait être mobilisé dans le cadre des enjeux européens également.

Des changements peuvent être obtenus sur base du droit à l'alimentation qui impose à l'Etat trois niveaux d'obligations :

- l'obligation de « **respecter** », c'est-à-dire de s'abstenir de faire des politiques qui pourraient d'une manière ou d'une autre affecter le droit d'avoir accès à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate mais aussi une alimentation qui corresponde aux traditions culturelles du peuple auquel la consommatrice ou le consommateur appartient ;
- l'obligation de « **protéger** », c'est-à-dire de veiller à ce que ce droit ne soit pas compromis par d'autres personnes ou groupes privés ;
- l'obligation de « **garantir** », c'est-à-dire de prendre les mesures nécessaires pour que ce droit puisse être exercé^{xxiv}.

Alors que les collectifs qui agissent essentiellement de manière autonome par rapport à l'Etat inscrivent leur démarche dans une logique *bottom-up*, les actions qui se fondent majoritairement sur le dialogue avec les pouvoirs publics traduisent une volonté d'obtenir des changements de manière *top-down*. Faire du plaidoyer en vue d'obtenir un moratoire sur la culture d'OGM au niveau européen ou un soutien aux circuits-courts dans le code wallon de l'agriculture sont des exemples d'actions orientées vers les structures de pouvoirs gouvernementales qui ont des retombées pour toutes les actrices et tous les acteurs de la transition^{xxv}. Bien que ces mesures institutionnelles ne puissent à elles seules engendrer la révolution dont notre système a besoin, elles concourent néanmoins à préserver et soutenir ce qui est entrepris de manière plus ancrée par le reste de la société civile.

3. Les dynamiques de transition sous l'angle de l'approche systémique

L'approche systémique souvent mobilisée pour analyser le système-monde peut également être mobilisée pour mieux appréhender les forces de changement au sein de ce système. Parmi les principes caractéristiques de cette approche, les principes d'« interaction », de « rétroaction », d'« équifinalité » et d'« homéostasie » nous permettent de réfléchir aux liens qui relient les trois formes d'actions collectives exposées ci-dessus.²¹

Si le système-monde est une mégamachine comme le nomment ainsi l'économiste français Serge Latouche et le sociologue et historien français Jacques Ellul, nous pouvons illustrer les dynamiques de transition comme suit : certains collectifs organiseront des actions directes pour freiner l'élan de la mégamachine (faire contre), d'autres négocieront des réformes avec les machinistes (faire avec) et d'autres encore expérimenteront des alternatives pour pouvoir en sortir (faire sans).

Le mouvement social pour la souveraineté alimentaire tire sa force de la complémentarité entre ces trois stratégies. Chacune à leur manière, les dynamiques collectives contribuent à engendrer la transition du système-monde actuel vers un système plus juste et soutenable. Pourtant, il n'est pas rare d'assister à des querelles entre actrices et acteurs de la société civile où chacun tente de convaincre l'autre de l'efficacité supérieure de sa stratégie.

²¹ **Lire FICHE « Les 5 principes de l'approche systémique »**

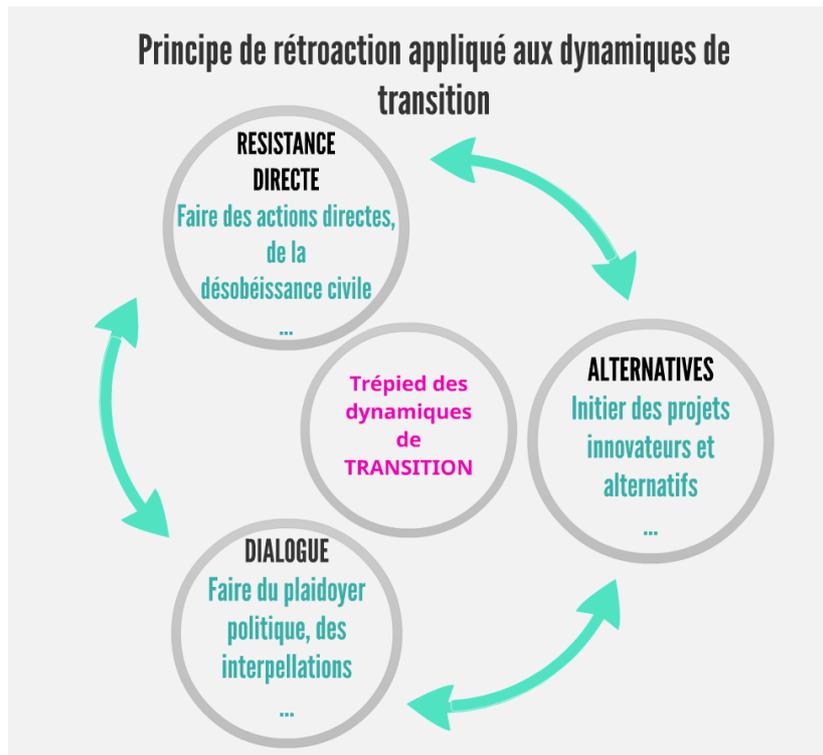
<p><i>“I hope that my critique of localism can contribute to the latter process. So that when thousands of localists realize that their fresh vegetables and farmers’ markets make them feel better but do nothing to stop economic and ecological decline, they won’t give up; instead, they’ll move beyond localism to struggle.”²²”</i></p>	<p><i>« Je croyais à la toute-puissance de l’Etat, je crois aujourd’hui à la toute-puissance de la démocratie. Je ne pense plus qu’il faille attendre passivement que les gouvernements agissent d’eux-mêmes. Les blocages sont trop nombreux ; les pressions qui s’exercent sur eux, trop réelles ; et les acteurs faisant obstacle au changement, trop puissants. Je pense que la transformation des systèmes alimentaires s’opérera à partir d’initiatives locales^{xxvi}. »</i></p>
<p>Greg Sharzer</p>	<p>Olivier De Schutter</p>

Le « **principe d’équifinalité** » permet de valoriser la diversité des stratégies puisqu’il énonce qu’« *un résultat identique peut être obtenu à partir de conditions initiales différentes et en empruntant des chemins différents*^{xxvii} ». A priori, personne ne peut prédire le chemin qui conduira le plus rapidement à la transition alimentaire. A posteriori, même si une stratégie a fonctionné, cela ne veut nullement signifier que les autres stratégies se seraient avérées inefficaces.

Cela ne veut pas dire pour autant que tous les chemins mènent au changement. Certaines actions peuvent véritablement être des coups d’épée dans l’eau mais il n’y a pas qu’une seule manière d’agir. Malgré les divergences d’opinion sur la manière d’agir, tenir compte du principe d’équifinalité au sein d’un mouvement social permet de cohabiter et de valoriser les efforts de chacun. La diversité des stratégies est aussi une manière d’assurer de la résilience à un mouvement social. Il s’agit d’avoir plusieurs cordes à son arc. Si une stratégie échoue totalement, d’autres actions permettent au mouvement de rester vivace. Enfin, débattre de l’efficacité supérieure d’une stratégie sur les autres est le meilleur moyen de ne pas se poser la bonne question : comment articuler nos actions malgré nos divergences ?

Le « **principe de rétroaction** » permet de comprendre les liens qui, au-delà de toute tentative d’agir ensemble, unissent malgré eux les différentes stratégies d’action^{xxviii}. Même sans le vouloir, toutes les dynamiques de transition s’influencent mutuellement. Cela implique d’acter que les effets engendrés sur l’extérieur ne sont jamais le résultat d’un levier d’action isolé mais bien le résultat d’interactions complexes entre actrices et acteurs de la transition. Lorsque des changements sont obtenus, il en résulte l’impossibilité de les attribuer à un cercle circonscrit d’actrices et d’acteurs.

22 Traduction : J’espère que ma critique du localisme peut contribuer (... au fait que) lorsque des milliers de localistes réaliseront que leurs légumes frais et leurs marchés paysans les font se sentir mieux mais ne font rien pour arrêter le déclin économique et écologique, ils n’abandonneront pas ; ils dépasseront plutôt le localisme pour se battre.



Cependant, compter seulement sur ce principe involontaire de rétroaction ne sera sans doute pas suffisant en vue d'obtenir les changements nécessaires. Le journaliste et écrivain français, Hervé Kempf énonce une métaphore dans ce sens : « *De même que la main invisible du marché ne conduit pas la myriade d'individus à l'optimum collectif, aucun esprit ne mènera une foison d'initiatives à une société nouvelle. Il y faut une conscience commune, des solidarités de lutte, des relais politiques*^{xxix} ».

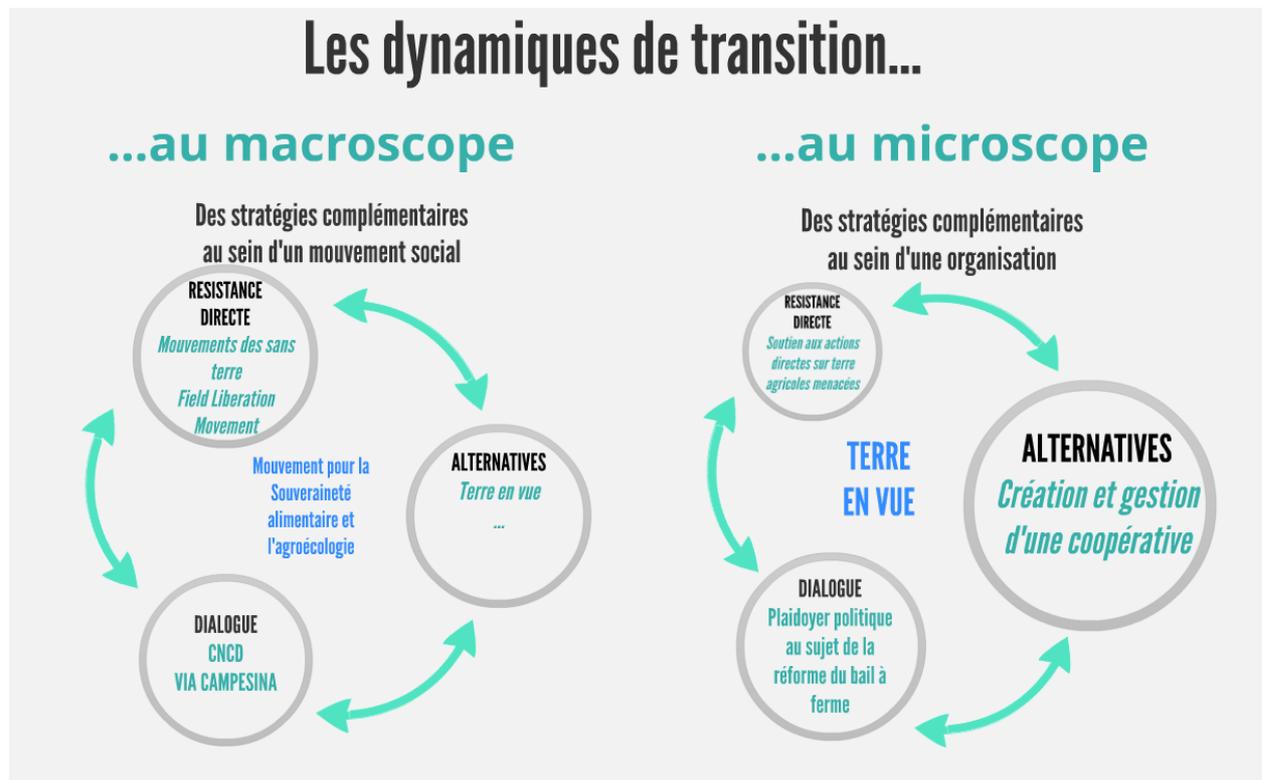
Le « **principe d'homéostasie** » évoque la tendance qu'aura un système à revenir à l'équilibre sous l'effet de légers chocs. Ce principe tend donc à justifier les efforts d'articulation des forces entre actrices et acteurs de la transition.

Bien que nous ne puissions pas inscrire chaque collectif dans une case de façon hermétique (voir ci-dessous), des tendances se dégagent tout de même. Il nous semble évident que des faucheuses et faucheurs d'OGM se retrouvent davantage dans des actions qui riment avec opposition à l'Etat alors que les *GASAP* occupent la majorité de leur temps de manière autonome au pouvoir politique et le *CNCD* se concentre sur du travail de plaidoyer.

Ces collectifs peuvent tout à fait opérer simultanément sur des enjeux identiques sans véritablement se croiser. Les nombreux conflits d'agenda entre organisations d'un même mouvement ne sont qu'un exemple illustratif de la forte absence de concertation. Tenir compte du « principe d'homéostasie » invite à l'articulation des différentes dynamiques de transition en vue d'engendrer une puissance d'agir qui dépassera la simple addition d'actions isolées. Cette articulation peut tout à fait se faire sans tomber dans les dérives de la centralisation ou de la hiérarchie.

Certains grands événements, comme le Forum Nyéléni, ou l'apparition de problématiques ayant un fort ancrage territorial, comme la Zad de Haren, ont démontré par le passé que la rencontre entre des organisations très différentes était tout à fait réaliste et pouvait élargir le champ des possibles.

Le « **principe d'interaction** » invite quant à lui les actrices et acteurs de la transition à tenir compte du contexte dans lequel ils agissent pour mieux évaluer les stratégies à suivre. Vu d'en haut le mouvement pour la souveraineté alimentaire semble être constitué d'acteurs de plaidoyers (faire avec), de transitionneuses et transitionneurs (faire sans) et d'activistes (faire contre) mais, si chaque collectif peut être caractérisé selon une stratégie principale, ils sont cependant amenés, dans certaines situations, à suivre d'autres types de stratégies.



rajouter GASAP dans alternatives macro
ajouter un s à terre dans Résistance directe micro

Une stratégie n'est pas bonne ou mauvaise en soi, elle est adaptée ou pas à une situation. Une dynamique de transition sera d'autant plus forte qu'elle sera capable d'adapter sa stratégie à l'évolution du contexte. En effet, en fonction de l'état de la **structure des opportunités politiques**, une stratégie s'avèrera plus efficace qu'une autre. Par exemple, si cette structure est « fermée », les organisations de la société civile habituées aux stratégies de type concertation devraient être capables de réorienter leurs actions. À l'inverse, des collectifs habitués à mobiliser l'action directe dans leur stratégie devraient être capables de s'asseoir autour d'une table de négociations lorsque la structure d'opportunités politiques est « ouverte » à leur cause.

Structure des opportunités politiques

La notion de « structure des opportunités politiques » (SOP) apparaît au début des années 1970 dans le champ de la sociologie. « Cette structure sera dite « ouverte » lorsque le contexte est favorable à un mouvement, spécialement lorsque le système politique se montre vulnérable ou réceptif devant ses revendications ; à l'inverse, elle sera considérée comme « fermée » lorsque ce même système politique oppose aux protestataires un refus intransigeant de toute négociation, voire choisit l'option de la répression^{xxx} ». Au-delà des

partis politiques au pouvoir et de leur degré d'affinité avec une cause, certains événements peuvent influencer le degré d'ouverture de la sphère politique. Il sera bien évidemment plus facile de négocier une sortie du nucléaire après une catastrophe dans le secteur qu'en période de crise énergétique occasionnant une forte hausse des prix du pétrole.

4. Points communs des dynamiques de transition

Voyons maintenant ce qui rassemble toutes ces dynamiques de transition. Tant les organisations privilégiant l'action directe comme le *Field Liberation Movement*, que les collectifs privilégiant la mise en place d'alternatives concrètes comme le *Début des Haricots* ou que les organisations internationales de plaidoyers politiques comme *Oxfam*, partagent une certaine philosophie du changement : le sentiment à la fois de créer de la justice ici et maintenant mais aussi de semer des actes pour demain. Aussi, bien qu'elles choisissent de suivre des stratégies d'action différentes (*résistance directe, autonomie, dialogue*) elles se ressemblent. Elles constituent toutes, chacune à leur manière une forme de résistance même passive. Elles expérimentent de nouvelles manières de faire et sont toutes porteuses d'une vision transformatrice de la société. Le philosophe français Patrick Viveret résume cette triple dimension commune à toutes les dynamiques de transition au travers de ce qu'il appelle le trépied du REV pour : **R**ésistance créative, **E**xpérimentations sociales et **V**ision transformatrice^{xxxii}. C'est de cet esprit commun qu'il sera question dans les deux chapitres suivants.

4.1. Une incidence immédiate – le monde change ici et maintenant

A. Nous n'avons pas de solution « clé sur porte » mais nous expérimentons

« Jusqu'ici, la radicalité en politique voulait dire « qu'on allait 'révolutionner', 'renverser' le système économique ». Ce que nous avons à mettre en œuvre est d'un tout autre ordre : la crise écologique nous oblige « à une transformation si profonde qu'elle fait pâlir par comparaison tous les rêves de 'changer de société'. La prise du pouvoir est une fioriture à côté de la modification radicale de notre 'train de vie'. Que peut vouloir dire aujourd'hui 'l'appropriation collective des moyens de production' quand il s'agit de modifier tous les moyens de production de tous les ingrédients de notre existence terrestre ? D'autant qu'il ne s'agit pas de les changer 'en gros', 'd'un coup', 'totalement', mais justement en détail par une transformation minutieuse de chaque mode de vie, chaque culture, chaque plante, chaque animal, chaque rivière, chaque maison, chaque moyen de transport, chaque produit, chaque entreprise, chaque marché, chaque geste^{xxxii} ».

Bruno Latour

Les initiatives citoyennes abordées ci-dessus nous engagent à adopter une posture d'humilité. Benasayag parle d'« engagement recherche » pour qualifier cette démarche et il l'oppose aux formes d'« engagement transcendantal »^{xxxiii}.

L'« engagement recherche » est celui qui oppose des *pratiques* à des *pratiques* et non pas des idées à des pratiques. À l'inverse du « militant triste » comme il appelle les militantes et les militants habités par l'idée du « grand soir », l'« engagement recherche » repose sur l'*ici* et le *maintenant*.

L' « engagement recherche » se base sur l'idée que le monde est complexe et diversifié. L'Homme serait de toute façon incapable d'avoir une vision extérieure juste du monde dans lequel il vit car ce dernier est trop complexe et en perpétuelle mutation. La justice sociale ne peut donc naître que de l'observation de son contexte et de la mise en place de réponses appropriées à ce dernier. C'est pour cela que l'auteur insiste sur la nécessité de poser des actes de justice sociale *ici* et *maintenant* plutôt que de croire en la possibilité de résoudre toutes les injustices grâce à un acte révolutionnaire unique (du type renverser la dictature bourgeoise par celle du prolétariat) qui déboucherait sur la justice sociale *ad vitam aeternam*.

Aujourd'hui, l'idée qu'un monde égalitaire et en paix se réalisera au travers de la prise du pouvoir a fait son temps. Et même si la fin des idéologies peut apparaître de prime abord comme une forme de résignation pessimiste, il s'agit, en vérité, d'une bonne nouvelle : le changement n'est plus remis à demain ! À l'instant où nous faisons le deuil d'une future société idéale, nous faisons naître le pouvoir de changer le monde à chaque instant. « *Il faut sans doute changer de regard et moins chercher le « graal » de la nouvelle utopie possible que les formes quotidiennes de combat contre l'injustice^{xxxiv} ».*²³

B. Nous ne préparons pas la révolution, nous sommes déjà en transition !

« La Transition ne propose pas de réduire, mais invite plutôt à construire et augmenter sa résilience. De même au lieu d'aller chercher la croissance (objectif vu comme positif et comme symbole de prospérité par beaucoup), on ira chercher la résilience (nouvel objectif positif qui devrait devenir aussi symbole de prospérité).^{xxxv} » Pablo Servigne

Si l'idée du « grand soir » est enterrée, cela ne veut pas dire que l'espoir d'un autre monde est abandonné. Et l' « engagement recherche » ne signifie pas non plus que nous sommes perdus sans savoir vers où aller. Nous sommes sur le chemin de la transition et nous avançons vers des sociétés plus résilientes.

Le mot « transition » s'est popularisé grâce aux initiatives des « Villes en Transition » qui ont débuté en 2006 en Angleterre avant de se démultiplier partout en Europe. Le concept est utile pour comprendre l'esprit qui anime la majorité des initiatives entreprises collectivement par des citoyennes et citoyens au niveau local même s'ils ne prétendent pas faire partie du « mouvement en Transition ». Dans un contexte où les crises sont le résultat d'interdépendances complexes, le concept de transition cherche à prévenir ces crises autant qu'à nous en faire sortir en développant notre résilience, c'est-à-dire notre capacité à supporter des chocs.

La crise économique et financière s'est propagée comme une trainée de poudre à travers le monde après qu'une poignée d'établissements bancaires américains aient fait faillite. Contrairement à ce qu'on pourrait penser de prime abord, ce n'est pas la complexité du système qui est à l'origine des crises mais bien les tentatives de simplification. La nature est composée d'une diversité d'espèces vivantes qui interagissent sans cesse entre elles. Ce qui rend la forêt résiliente, c'est tant la diversité que la complexité des interdépendances des éléments qui la compose. Or, en économie, la diversité a disparu. Chaque pays, mais aussi chaque ménage, est devenu dépendant d'un système financier aussi unique

²³ **[LIRE FICHE : « Engagement recherche - Ecologie de l'action - Résultat et résultante »]**

qu'internationalisé. Une banque s'écroule et c'est tout le monde qui est touché ! Elle devrait faire faillite mais on la juge « *To big to fail* », c'est-à-dire trop indispensable que pour disparaître sans aggraver la crise. La transition, c'est ce qui est entrepris par toute initiative qui contribue à faire évoluer notre système d'organisation - entièrement dépendant d'une poignée d'actrices et d'acteurs économiques, d'une ressource énergétique bon marché ou encore d'un seul indicateur de développement - vers des modes d'organisations qui tirent leurs forces de la diversité.

Pour revenir à l'alimentation, la relocalisation de la production et de l'échange, le partage de savoir-faire, la diversification des sources d'énergies sont autant d'éléments qui bâtissent la résilience de nos territoires. La relocalisation de l'alimentation apparaît *a priori* comme une simplification de nos systèmes alimentaires alors qu'il s'agit de diversifier nos méthodes de production, nos sources d'énergies, nos canaux de distribution. Le système alimentaire industriel a cherché à maîtriser le monde en le simplifiant au maximum. Le fait de sélectionner 5 variétés de tomates parmi les milliers existantes est un exemple emblématique parmi d'autres. La transition actuelle de notre alimentation est avant tout celle d'un modèle unique vers une diversité de systèmes alimentaires qui tiennent compte du milieu naturel dans lequel ils se construisent. D'un territoire à l'autre, les ressources énergétiques disponibles ne sont pas les mêmes, la composition du sol et le climat différent, le nombre d'habitants aussi. La transition ne sera pas le passage d'un modèle unique à un autre modèle unique, conçu *ex nihilo*, mais bien le passage d'un modèle unique à une diversité de modèles. C'est en cela qu'il faut se garder de vouloir faire des *GASAP* « LE » modèle alternatif à la grande distribution. Ce n'est pas parce que les groupements d'achats permettent en Europe de l'Ouest de développer notre résilience tout en recréant de l'emploi et des liens sociaux qu'ils s'avèreraient être une solution aux défis alimentaires qui existent en Afrique de l'Ouest.

C. Nous inversons le sens de la machine !

Le système-monde capitaliste est en perpétuelle évolution depuis le XVI^{ème} siècle. Ce système économique fondé, entre autres, sur **la propriété privée des moyens de production**, le **libre-marché** et la **compétition**, a pour finalité l'accumulation du capital, autrement dit, la **recherche du profit**²⁴.

Dans une encyclopédie chinoise du IV^{ème} siècle av. J.-C on pouvait lire : « *là où il y a du profit à réaliser, aucune montagne ne demeure inviolée, aucune eau ne restera non pénétrée* ^{xxxvi} ». La recherche du profit existe au moins depuis des millénaires mais Immanuel Wallerstein, sociologue américain, explique que ce qui fait naître le système-monde capitaliste au XVI^{ème} siècle, c'est que la recherche du profit devient une fin en soi : « *le capital a fini par être utilisé (investi) d'une manière particulière. Il est venu à être employé dans le but premier et délibéré de son auto-expansion* ^{xxxvii} ». Quant à la **propriété privée**, le **libre-marché**, et la **compétition**, ces principes existaient déjà avant le XVI^{ème} siècle mais l'originalité du système-monde capitaliste est de voir leur articulation en vue de poursuivre l'accumulation du capital^{xxxviii}.

Ce système ne s'est pas fait du jour au lendemain et, d'ailleurs, le système-monde capitaliste n'a jamais été un état de fait, il n'a cessé d'évoluer depuis son apparition. C'est dans ce sens

²⁴ Nous développerons davantage de caractéristiques du système-monde capitaliste dans les chapitres suivants et une définition plus large de ce système-monde se trouve dans la **FICHE** « **Système-monde capitaliste** »

qu'au début du chapitre 3, nous reprenions l'image de « mégamachine » car elle illustre bien la notion de mouvement caractéristique de tout système.

Au fil des siècles, cette mégamachine s'est renforcée en faisant de la **recherche du profit** un **objectif** général de plus en plus absolu. Absolu car dès qu'il s'agit d'arbitrer entre cet objectif général et d'autres objectifs spécifiques tels que la préservation de l'environnement ou le respect de la dignité humaine, c'est la recherche du profit qui tend à s'imposer.

Quant aux rouages de cette mégamachine que sont la **propriété privée**, le **libre-marché**, et la **compétition**, leur cadence n'a cessé d'être accélérée. Tout ce qui n'est pas encore privatisé devient une cible. Plus aucun domaine de la vie n'est épargné par la **privatisation** (le vivant, l'éducation, la sécurité, la justice). L'idéologie du libre-marché se développe tellement que beaucoup d'auteurs parlent de la « **marchandisation** du monde^{xxxix} ». Tout devient une marchandise et l'économie conventionnelle s'oriente chaque jour davantage vers la production de biens à haute valeur marchande aux dépens de la production de biens nécessaires. Le développement de l'idéologie du libre-marché entraîne également la **délocalisation des échanges** et la **mise en compétition** des êtres humains.

Tous ces processus sont les principaux mécanismes qui entretiennent, exacerbent et **créent des situations d'injustices**. Les **privatisations** exacerbent les inégalités sociales, notre environnement est détruit par des **délocalisations** grandissantes de tous les processus de production et la solidarité se détricote au fur et à mesure que la **compétition** s'impose comme logique dans tous les secteurs de la société.

Dès lors, toute initiative qui se construit autour d'objectifs autres que la recherche du profit est en soi une initiative révolutionnaire. Et toute initiative qui tend à se réapproprier des moyens de production, à relocaliser les circuits de production et de distribution, à recréer du lien social ou encore à répondre aux besoins élémentaires des êtres humains est une initiative qui change le monde dans le sens où il s'agit là de mouvements diamétralement contraires à ceux du système-capitaliste depuis cinq siècles. Ces mouvements, engendrés par les dynamiques de transition citées dans ce texte, ne se contentent pas de ralentir la machine, ils œuvrent à proposer une nouvelle direction et créent par ailleurs des bénéfices humains et environnementaux.

Le *GASAP* mutualise l'abondance des récoltes comme la pénurie, relocalise la production et re-crée du lien social, la coopérative *Terre-en-vue* régit l'accès à la terre sous forme de propriété collective, les semences deviennent un bien commun avec *Kokopelli*, les Indignés se réapproprient un espace public de plus en plus privatisé pour re-localiser le pouvoir tout en recréant du lien social. De prime abord, ces initiatives locales peuvent apparaître comme insignifiantes de par leur taille mais, contrairement aux grandes idées révolutionnaires qui peuvent rester lettre morte durant des siècles, **elles engendrent ici et maintenant des situations où prévaut la justice sociale et environnementale**.

Dans les chapitres suivants nous développerons l'idée que, si nous analysons de plus près les principes, valeurs et mécanismes sur lesquels ces initiatives de transition reposent, elles s'avèrent être un véritable mouvement révolutionnaire inscrit dans le réel.

4.2. Une incidence pour demain – les mondes de demain se construisent

A. Un mundo donde quepan otros mundos

Nous avons plusieurs fois insisté sur le fait que la transition dont nous parlons en matière d'agriculture était celle de la mondialisation d'un système conventionnel vers plusieurs systèmes alternatifs. Si les principes de l'agroécologie proposent des alternatives au système agricole conventionnel, ils peuvent également servir de fondements pour la transition du système-monde dans son ensemble²⁵. Nous avons déjà abordé l'importance de la résilience dans les systèmes alimentaires alternatifs²⁶. Une culture sera d'autant plus résiliente qu'elle repose sur une diversité. Il s'agit là d'un principe de base des systèmes agroécologiques^{x1}.

La transition passera, elle aussi, par cette diversification. Le système-monde capitaliste rime avec unification, uniformisation, centralisation ou encore monoculture et ce, bien au-delà de l'agriculture : l'accumulation du capital comme seule culture dans le domaine économique, la consommation comme seule culture en matière de bonheur, la technologie industrielle comme seule culture du progrès. Cette tendance à l'universalisation de tous les domaines de la vie a fait la puissance du système-monde actuel. Elle en est aussi sa principale faiblesse voire la cause de son effondrement^{xli}.

La transition systémique dont nous avons besoin au-delà de l'alimentation est celle d'un système-monde unique vers d'autres mondes ». « *Le monde que nous voulons est un monde qui inclut d'autres mondes* ²⁷ » clame le mouvement zapatiste dont l'insurrection du 1^{er} janvier 1994 est souvent référencée par les sociologues comme l'acte de naissance de l'altermondialisme^{xlii}. Au cœur de cette devise, la volonté de sortir des mécanismes de domination verticale propres au modèle capitaliste patriarcal mais aussi de la domination culturelle. Il ne s'agit pas de dire que la culture occidentale est moins valide que d'autres cultures mais bien de dénoncer le fait qu'un des traits constitutifs du système-monde actuel a été l'imposition d'une culture spécifique au reste du monde. Phénomène que Serge Latouche appelle l'occidentalisation du monde et face auquel « *il faudra opposer une véritable alternative plurielle* ^{xliii} ». L'universalité n'est pas non plus un problème en soi. Les mondes de demain seront pluriels, il n'y aura plus une seule conception universelle de l'économie, du bonheur ou du progrès. Cela n'exclut cependant pas la possibilité, voire la nécessité, de construire un nouveau socle de droits communs à l'humanité, construit du bas vers le haut, à travers une véritable démarche interculturelle.

B. Une nouvelle narration du monde

L'économie capitaliste raconte que la compétition entre les hommes est inéluctable car le résultat d'une loi soi-disant naturelle (les lois de Darwin s'appliqueraient naturellement à l'économie). Elle raconte aussi que la croissance économique fondée sur l'exploitation des ressources naturelles est non-négociable car le progrès dépend d'elle. Depuis 1985, le « *There is no alternative* » de Margaret Thatcher, ancienne première ministre britannique, plane au-dessus de tous les débats de société. En 1990, l'économiste et politologue américain Francis

25 Voir chapitre « Un mouvement social qui dépasse l'alimentation »

26 Voir chapitre « Nous ne préparons pas la révolution, nous sommes déjà en transition ! »

27 Traduit de « El mundo que queremos es uno donde quepan muchos mundos », in EZLN, 4^{ème} déclaration de la forêt Lacandona, 1996

Fukuyama écrit que la *fin de l'histoire* est arrivée avec la chute du système soviétique^{xliv}. Le système-monde capitaliste serait indépassable.

Face à cette « narration de la globalisation capitaliste », le politologue et économiste italien Ricardo Petrella nous interpelle sur la nécessité de proposer une nouvelle narration du monde^{xlv}. A la narration dominante qui met l'économie au centre, Ricardo Petrella énonce que « *la planète terre et la conscience de l'existence de l'autre sont les deux biens communs fondamentaux qui doivent être mis au centre d'une nouvelle économie définie et pratiquée selon les principes de la nouvelle narration du monde* ^{xlvi} ».

Cependant, cette nouvelle narration du monde ne viendra pas de la plume d'un auteur éclairé, elle ne sera pas l'objet d'une prophétie. Ce sont les dynamiques de transition que nous avons abordées tout au long de cette étude qui en seront la source.

Alors qu'il n'y a soi-disant pas d'alternatives à la **propriété privée des moyens de production**, au **libre-marché** ou encore à la **compétition**²⁸, les alternatives citoyennes dans le domaine de l'alimentation nous racontent qu'il est tout à fait possible de vivre autrement.

Le mythe de la propriété privée prend du plomb dans l'aile lorsque des citoyennes et citoyens inventent des formes de partenariats public-populaire au travers des *community land trusts* ; lorsqu'ils s'échangent des semences et occupent des terres car ils les considèrent comme des biens communs ; lorsqu'ils développent des formes de propriétés collectives privées à chaque fois qu'une coopérative est créée.

Face à la dictature du libre marché et de la compétition, entraînant l'exploitation des êtres humains (spécifiquement des femmes et des populations du « Sud »), les citoyennes et citoyens réagissent en mettant en place des circuits-courts de distribution où le prix n'est pas fonction du marché mais bien des véritables coûts de production. Ils racontent qu'un commerce équitable est possible lorsqu'ils rétribuent justement les agricultrices et agriculteurs du « Nord » comme du « Sud ».

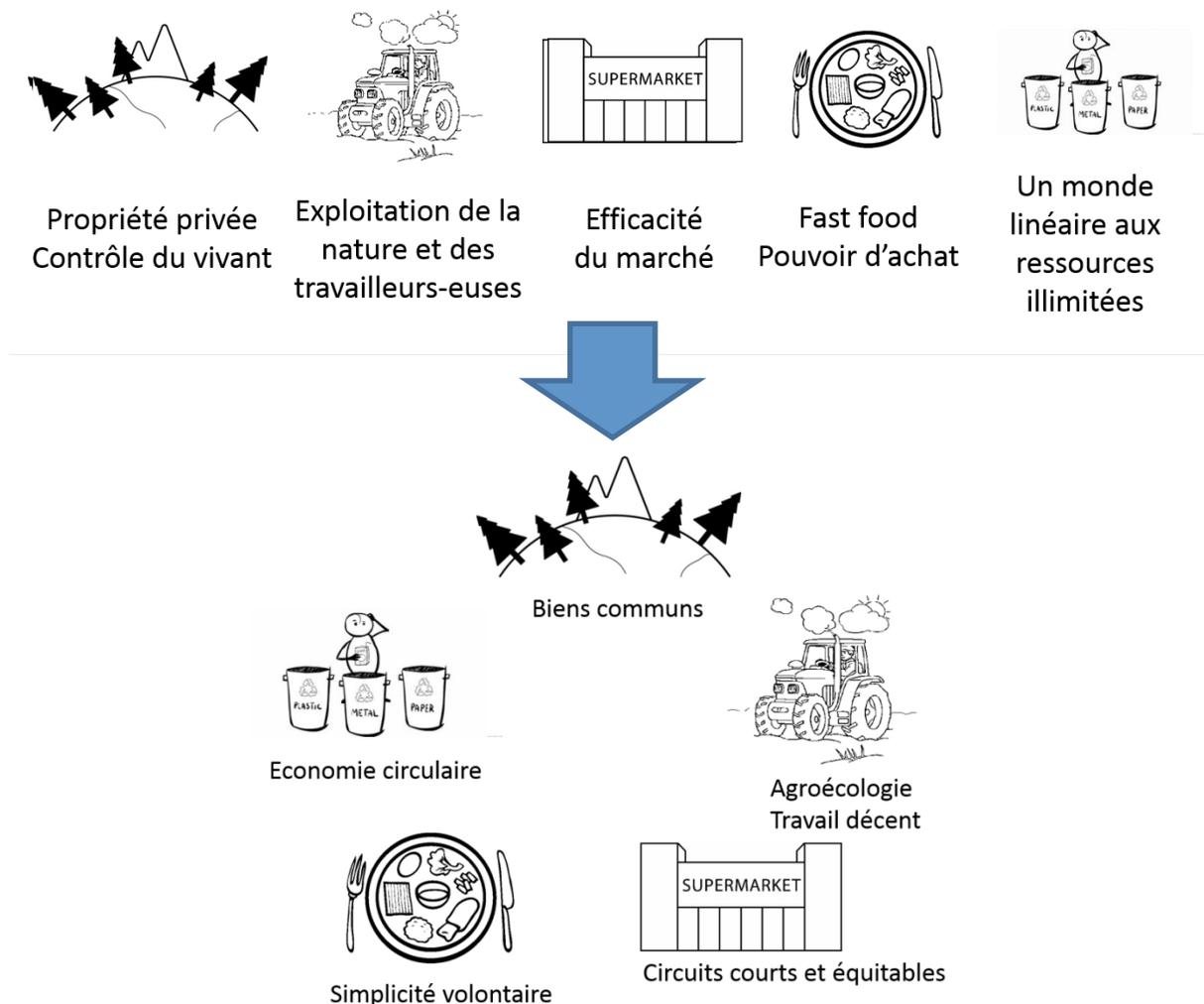
Au mythe prométhéen de domination de la nature, ces mêmes actrices et acteurs de la transition, et tout particulièrement les paysannes et les paysans, racontent que l'Homme est capable de mettre son orgueil de côté et de retrouver sa juste place au sein de son environnement plutôt que de vouloir le contrôler à tout prix. Lorsqu'ils mettent en place des systèmes de production résilients qui s'appuient sur les ressources locales et la limitation des intrants, lorsqu'ils associent des cultures entre elles plutôt que de faire de la monoculture, lorsqu'il n'y a plus de déchets mais que tout devient ressource dans un modèle économique imaginé de manière circulaire, ils mettent à mal la vision linéaire du monde. Ils mettent à mal l'histoire d'une économie fondée sur une croissance infinie alors que les ressources de la planète sont limitées. Lorsque des citoyennes et des citoyens choisissent de vivre dans la sobriété en tenant compte de l'empreinte que chacun de nous laisse sur la planète et que, par ailleurs, ils y trouvent du bonheur, ils représentent une tache indélébile au milieu des fables de la société de consommation.

Par-dessus tout, en développant des systèmes alimentaires où la solidarité, le respect de la dignité humaine et des générations futures, la préservation du climat et de l'environnement

28 Voir chapitre « Nous inversons le sens de la machine »

sont autant d'objectifs qui importent davantage que celui d'accumuler des profits, les dynamiques de transition nous racontent qu'un autre système-monde est possible.

Toutes les valeurs que nous venons d'exposer ont une incidence immédiate dans la vie de beaucoup de citoyennes et de citoyens²⁹ mais elles préfigurent également ce sur quoi les mondes de demain pourraient se développer.



Toutes les dynamiques de transition abordées dans cette étude sont autant de petites histoires qui, articulées les unes aux autres, tendent à démontrer que la narration unique du système-monde capitaliste est une imposture. La diversité des alternatives démontre que d'autres histoires sont possibles. Cependant, nous devons admettre non seulement qu'il reste encore beaucoup à écrire mais aussi que nous ne devons sans doute jamais cesser de nous relire et de nous corriger.

L'avenir reste incertain et le mouvement pour la souveraineté alimentaire doit encore apprendre en marchant, apprendre de ses erreurs, apprendre en s'échangeant ce qui a fonctionné. La philosophe belge Isabelle Stengers explique parfaitement cette nécessité :

²⁹ Voir chapitre « Nous inversons le sens de la machine »

« Nous avons désespérément besoin d'autres histoires, non de contes de fées où tout est possible aux cœurs purs, aux âmes courageuses, ou aux bonnes volontés réunies, mais des histoires racontant comment des situations peuvent être transformées lorsque ceux qui les subissent réussissent à les penser ensemble. Non des histoires morales, mais des histoires « techniques » à propos de ce type de réussite, des pièges auxquels il s'est agi, pour chacune, d'échapper, des contraintes dont elles ont reconnu l'importance. Bref, des histoires qui portent sur le penser ensemble comme « œuvre à faire ». Et nous avons besoin que ces histoires affirment leur pluralité, car il ne s'agit pas de construire un modèle mais une expérience pratique. Car il ne s'agit pas de nous convertir mais de repeupler le désert de nos imaginations^{xlvii} ».

5. Conclusion

Toutes les auteures et auteurs cités dans cette étude ne sont jamais que les commentatrices et commentateurs d'une histoire qui se construit dans la réalité. Nous-mêmes ne dérogeons pas à la règle. Dans cette étude, nous nous sommes contentés de mettre des mots pour relier des milliers d'histoires entre elles. Nous avons assumé que tout n'était pas rose et nous avons aussi émis des opinions personnelles car ces histoires nous appartiennent aussi en tant qu'organisations de la société civile et en tant que citoyennes et citoyens engagés au-delà de nos structures.

Pour qu'un mouvement progresse, nous avons besoin d'un horizon et c'est pour cela que nous nous sommes reposés sur des concepts théoriques parfois abstraits ou jargonneux tel que celui de la souveraineté alimentaire. Mais nous avons également besoin de créer et de résister *ici* et *maintenant*. C'est pourquoi, nous nous sommes également autorisés à ranger nos livres pour prendre le temps d'observer et d'écouter ce que les dynamiques de transition situées près de chez nous avaient à nous dire. Elles constituent des utopies concrètes desquelles nous pouvons tirer des apprentissages. Nous espérons que cette étude aura réussi à capitaliser en partie certains acquis du mouvement pour la souveraineté alimentaire.

Tout en assumant les faiblesses de notre mouvement, nous avons partagé une vision optimiste de ce qui se met en place chaque jour en vue de réaliser la souveraineté alimentaire. Nous avons beaucoup insisté sur la posture d'« engagement recherche » prise par les actrices et acteurs des dynamiques de transition car elle nous semble être une de ses forces principales. Le changement se construit par essais-erreurs et non pas sur base d'un programme révolutionnaire transcendantal. Malgré l'absence de solution « clé sur porte », nous avons tenté de démontrer que ces expériences citoyennes sont capables de créer des niches dans le système, que ces niches sont sources immédiates de justice sociale et environnementale mais aussi qu'elles portent en elles les germes capables de préfigurer les mondes de demain^{xlviii}.

Nous nous sommes permis d'affirmer qu'il ne s'agissait pas seulement de changer d'alimentation et d'agriculture mais bien de changer le système-monde dans son ensemble. La transition alimentaire n'a pas été présentée comme une fin en soi mais comme un levier parmi d'autres en vue de sortir du paradigme capitaliste. Cette sortie du paradigme capitaliste est-elle réaliste ? Nous répondrons qu'il ne s'agit pas tant d'estimer nos chances de réussite que d'affirmer qu'un autre monde est non seulement possible mais qu'il est plus que jamais nécessaire. Prenons du recul et souvenons-nous que l'histoire regorge d'exemples de basculements systémiques tout aussi imprévisibles. Notons par exemple l'abolition des monarchies de droit divin au profit de l'avènement d'Etats de droit fondés sur la souveraineté du peuple, l'abolition du système ségrégationniste, les décolonisations, l'obtention du droit de

vote pour les femmes... Les utopies qui ont précédé ces victoires étaient-elles moins ambitieuses que celle de reconnaître la terre, l'eau et les semences comme biens communs de l'humanité ? Certainement pas mais il importe de se rappeler qu'il aura fallu une multitude d'expériences locales, de révoltes et de réformes pour engendrer ces révolutions.

Nous avons voulu mettre en lumière qu'aujourd'hui, de la semence au compost, une myriade d'initiatives de ce type existent bel et bien et qu'elles sont le fer de lance d'une forme de révolution³⁰. Chaque révolution étant unique en soi, il n'est pas toujours évident de les voir venir. D'autant plus lorsque, comme nous l'avons décrit dans cette étude, il ne s'agit pas d'un mouvement révolutionnaire qui cherche à prendre le pouvoir mais bien d'un mouvement qui, de bas en haut, cherche à révolutionner nos valeurs fondamentales, à redéfinir la manière dont nous nous lions les uns aux autres et qui vise à faire le deuil de la domination de l'Homme sur la nature. C'est une « révolution culturelle silencieuse » dont il est question en filigrane au sein de chaque *GASAP* ou de chaque ferme agroécologique. Silencieuse mais aussi prudente, expérimentant petit à petit ce qui fonctionne ou pas, tant et si bien que nous avons préféré parler de « transition ».

Une transition est en marche et, bien que nous ayons mis en avant ses évolutions importantes, il nous semble qu'il lui reste encore beaucoup de potentiels. Il nous faudra dans la suite de l'histoire de notre mouvement rester attentifs à être de plus en plus inclusifs et à ne laisser aucune frange de la population sur le côté. Tenir compte des obstacles qui empêchent certaines citoyennes et certains citoyens de participer et bénéficier de ce mouvement pour des raisons culturelles, économiques ou autres. En cours de route, il faudra sans arrêt rester attentifs à ne pas reproduire les mécanismes de domination qui traversent le système actuel (racisme, capitalisme, patriarcat).

Enfin, nous devons continuellement nous rappeler que notre mouvement social est et se doit d'être un mouvement social international. D'une part, notre mouvement se doit de tenir compte qu'il s'inscrit dans les interdépendances complexes inhérentes au système-monde. Chacune des actions locales doit intégrer une réflexion sur ses conséquences possibles dans d'autres territoires. Rappelons que cette souveraineté alimentaire que nous poursuivons est la construction de notre droit à choisir notre alimentation et notre agriculture sans que l'exercice de ce droit n'entraîne des effets négatifs sur les populations d'autres pays. Nos alternatives, nos actions directes ou encore notre travail de plaidoyer politique doivent par ailleurs se projeter au-delà de la transformation des systèmes alimentaires, pour une transition du système-monde dans son ensemble. D'autre part, parallèlement aux actions locales, notre mouvement se doit d'être solidaire avec les organisations de la société civile, les paysannes et les paysans du « Sud » qui, chaque jour, luttent et expérimentent tout comme nous.

³⁰ **VOIR FICHE : « Cartographie des dynamiques de transition pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie »**

**FICHES
THEMATIQUES
POUR
APPROFONDIR**

FICHE : Repenser le changement en période d'effondrement

Par Daniel Cauchy, *Rencontre des Continents*

Des crises qui durent des dizaines d'années sont-elles encore des crises ? Tout dépendra de notre conception de ce qu'est une crise. Si crise veut dire moment de déséquilibre permettant de revenir à l'état initial, alors nous ne sommes plus dans une crise, mais dans un « basculement^{xlix} » ou un effondrement^l. Mais le mot crise peut aussi indiquer un déséquilibre qui engendre une réorganisation. En chinois, le mot crise est formé des signes indiquant danger et opportunité de changement.

Nous pensons que le moment est venu d'une « lecture radicale » (qui remonte à la racine) : il nous faut comprendre l'interconnexion des crises ainsi que nous positionner sur leur nature profonde. L'exploitation des ressources, la maîtrise du vivant, les rapports de domination, la marchandisation du monde sont autant de logiques prédatrices et destructrices des liens sociaux et de notre environnement. Tant les causes que les solutions à nos impasses semblent résider *dans notre conception même de la nature, de l'homme et de leurs rapports*. Nos représentations, la façon dont nous nous représentons le monde, les conceptions que nous avons du vivant, **les histoires que nous nous racontons** sont en crise. Nous vivons *une crise de civilisation*. Comment concilier les changements indispensables dans nos modes de vie pour respecter notre environnement avec ceux tout aussi indispensables pour rétablir une justice et l'accès pour tous à des conditions de vie décentes ?

Notre époque est celle de l'effondrement d'un grand rêve : celui des lendemains qui chantent. Le développement à l'occidentale, considéré comme seul modèle de référence, connaît aujourd'hui ses limites et ne tient pas sa promesse principale : la prospérité généralisée. Ces crises en démontrent la faillite : notre modèle de vie, parce qu'il crée un désastre environnemental et des inégalités de plus en plus insupportables n'est *ni généralisable, ni soutenable, ni souhaitable*.

Mais alors, si pour celles et ceux qui veulent ouvrir les yeux et les oreilles, l'époque se révèle sombre et incertaine, si les grands espoirs de Progrès continu s'effondrent, si nous sommes contraints d'accepter l'idée de lendemains difficiles et chaotiques, pouvons-nous encore construire des actions qui aient du sens ? Comment agir aujourd'hui sans illusion d'échapper à de grands bouleversements ? Comment organiser nos projets sans les grands repères habituels de croissance, d'abondance matérielle pour tous, d'un demain qui sera meilleur qu'aujourd'hui ?

Si nous n'avons plus l'espérance dans de bonnes décisions venant « d'en haut » (ou d'une centralité de pouvoir), si le développement durable a montré ses limites et nous semble « un peu plus de la même chose », si nos représentantes et représentants politiques nous déçoivent et avouent leur incapacité à faire « autre chose », et font « un peu plus de la même chose », comment agir aujourd'hui ?

Dire que *la crise est culturelle*, c'est affirmer qu'il nous faut un changement dans nos manières de penser et d'appréhender le monde, qu'il s'agit de bouleverser nos habitudes quotidiennes et nos comportements, de revoir la manière dont nous sommes en relation les unes et les uns avec les autres *et avec le vivant, la planète* ! Mais comment promouvoir un changement culturel ?

En effet, notre époque est confrontée à des problématiques qui demandent bien plus qu'une prise du pouvoir ou la conception d'un nouveau métamodèle par « le haut » qui redistribuerait les moyens de production. Il s'agit de réinventer comment vivre et vivre ensemble par le détail, le menu détail : comment manger sans détruire la planète ou exploiter quelqu'un, comment se loger en étant très sobre en énergie et en permettant à chacune et chacun de faire de même, comment produire des aliments sans détruire la fertilité des sols... ! C'est chaque détail de nos vies qui est à revoir, car, comme l'écrit Serge Latouche, ce n'est plus uniquement la répartition du gâteau qui est à revoir, mais aussi sa recette. Nos sociétés sont en crise culturelle, crise de civilisation, crise du modèle.

De tels changements ne se font pas par décret mais par adhésion de chacune et chacun, par cocréation. Le changement sera organique, il « *découlera de l'inspiration, des idées, des expériences et des actions de milliards d'individus*^{li} ». Et la société civile se réveille, les groupes de personnes de bonne volonté se multiplient qui, plutôt que de vouloir changer *le monde*, en inventent d'autres. « *Un autre monde est possible, mais il est dans celui-ci* » écrivait Paul Eluard. D'autres mondes s'inventent : certains s'organisent pour construire de la solidarité avec un maraîcher, d'autres pour résister aux OGM en Europe, d'autres veulent vivre en habitat groupé ou fonder une coopérative productrice d'énergie, d'autres encore veulent créer une économie de l'abondance en partageant des légumes, des outils, des compétences, des logiciels, etc.

La naissance d'une autre culture, d'une autre vision du monde et de nous-mêmes repose sur, et suppose, des pratiques émergentes innovatrices quant à l'esthétique³¹ (notre façon de sentir, d'être affecté), l'éthique (comment vivons-nous les questions qui portent sur le bien ?), l'épistémologique (comment construisons-nous nos représentations ?), la spiritualité (quelle place pour une forme de transcendance ?), la technique (comment travailler avec le vivant ?), la science (quel type de recherche pour quel type de savoir ?), la politique (comment inventer de nouveaux modes d'élaboration de vie commune ?), économique (comment organiser quelle production ?), philosophique (comment élaborer une pensée renouvelant l'humanisme par exemple ?), anthropologique (à quelle élaboration d'une identité humaine œuvrons-nous ?),

...

Et aussi, bien évidemment, comment penser les fécondations entre toutes ces dimensions, ces facettes de nos vies, artificiellement distinguées.

Ces mouvements tentent une articulation de réponses aux défis « écologiques » : la redistribution des ressources et des richesses, la reconnaissance de la richesse de la diversité culturelle, le respect de l'environnement ou, plus clairement, un autre rapport avec le vivant et, enfin, une revalorisation de la démocratie. Ils nous proposent une démarche singulière : non plus la conquête du pouvoir mais une myriade de projets qui tentent d'expérimenter des réponses concrètes aux impasses. C'est à réinventer la vie que nous sommes conviés, et partout dans le monde des collectifs sont en route !

³¹ Les définitions données sont bien évidemment simplistes et devraient être abordées de manière plus approfondie.

FICHE : Articuler transformation personnelle et transformation sociale

Par Daniel Cauchy, *Rencontre des Continents*

Les conceptions réductionnistes et analytiques du XIX^{ème} siècle, toujours très à la mode, avaient construit une représentation de l'être humain morcelé : séparé en un corps et un esprit ou une âme, la pensée comme extérieure au monde matériel, l'intérieur comme séparé de l'extérieur, le subjectif comme distinct de l'objectif.

Comme nous l'a proposé Félix Guattari, une triple écologie est à mettre en œuvre : une écologie environnementale (penser nos interactions et notre interdépendance avec le vivant), une écologie sociale (nos liens entre humains) et une écologie de la subjectivité (comment devient-on sujet ?). Il propose une écosophie : « *une perspective incluant les dimensions éthiques et articulant entre elles l'ensemble des écologies scientifiques, politiques, environnementales, sociales et mentales, est peut-être appelée à se substituer aux vieilles idéologies qui sectorisaient de façon abusive le social, le privé et le civil, et qui étaient incapables d'établir des jonctions entre le politique, l'esthétique et l'éthique.* »^{lii} Avec cette « écosophie », c'est sans doute la première fois que la question de l'articulation entre l'action politique et les comportements personnels est posée de façon aussi claire.

Il nous faut donc aborder le thème délicat de la transformation personnelle qui engendre si souvent des incompréhensions et, pour cela, sortir d'un double réductionnisme : l'un considérant que changer la société, l'état, la politique est primordial et que le reste suivra ; l'autre affirmant que le changement personnel est premier et, là aussi, que le reste suivra ! Certains appellent avec humour ces attitudes petit-boutisme et grand-boutisme !

Penser à partir des liens, par le milieu, propose une voie plus constructive. L'acceptation que l'être humain est un être social et que la socialisation est un processus de structuration d'agents collectifs (famille, village, communauté, groupes d'appartenances, etc.) et d'agents individuels (les personnes) dans des contextes culturels créés, maintenus, modifiés par ces mêmes collectifs et personnes rend l'opposition *individus / société* obsolète. Nous sommes un pli dans le drap, nous sommes constitués de notre époque et nous la façonnons^{liii}. Les structures « externes », le monde qui nous entoure (institutions, techniques, discours, règles) existent en nous (inclinaisons, croyances, désirs...) et notre monde « intérieur » résonne avec le monde ambiant.

Pour qu'un système social fonctionne et se reproduise, il faut qu'il y ait une relative congruence entre structures externes et structures internes, façonnées par une même histoire. Comme l'écrit Jean-François Noubel : « *On ne saurait séparer l'évolution subjective intérieure de l'évolution objective extérieure. Quant à savoir de quel côté ça commence, on entre dans une question de poule et d'œuf. L'être subjectif initiateur et l'être objectif créateur s'inventent mutuellement dans un jeu de miroirs infinis* »^{liv}

Nos conceptions habituelles ont bien souvent dessiné un être humain « fabriqué » uniquement par ses relations sociales : la famille bien entendu, mais aussi les systèmes humains plus larges. Mais cette conception a négligé notre appartenance à la toile de la vie. L'écopsychologie propose d'élargir les cercles de l'identité humaine en explorant les liens entre notre identité et le vivant, l'organique. « *L'enjeu est de sortir du double dualisme nature / humain et extérieur / intérieur pour développer une conscience de l'unité du réel.* »^{lv} Dans

cette conception, le moi n'existe pas en soi, descendu des cieux, indépendamment du monde. Il vient du monde, il est un pli dans la trame du vivant, il est une composante de la terre, qui elle-même en est partie intégrante. Dès lors, pour les mouvements^{lvi} de l'écopsychologie, restaurer la santé humaine est lié à la restauration de la santé de la planète.

Comme l'écrit Bertrand Méheust : « *Un univers psychique qui ne connaît la vie que sous la forme de l'appropriation et de la consommation, court vers l'abîme ; il est condamné à sombrer assez vite dans une dépression généralisée, par suite de l'indifférence à la vie qu'entraînent la saturation et le gavage*^{lvii} ».

Les groupes, communautés et associations représentent les dispositifs les plus adéquats pour la grande tâche d'articulation du personnel et du structurel. « *L'association Interactions Transformation Personnelle–Transformation Sociale met en avant l'idée selon laquelle la santé de nos sociétés et de nos collectifs (associations, institutions, entreprises...) est directement liée à la qualité des relations interpersonnelles que nous entretenons les uns avec les autres, et que la santé des personnes est directement liée à la santé de nos collectifs et sociétés*^{lviii} ».

Pour mettre en cohérence les finalités de nos associations et leurs fonctionnements, nos habitudes de fonctionnement en groupe sont à revoir : compétition, hiérarchie, pouvoir, concentration de la richesse, du pouvoir et du savoir. Il faut faire autre chose, *autrement*. Se posent alors les questions d'organisation interne : comment s'écouter, comment prendre des décisions en se respectant, comment construire un imaginaire collectif, comment permettre au groupe de créer de l'autorité et de définir ses frontières : qui rentre et qui sort du cercle et comment ? Il nous faut donc développer des techniques et outils du vivre ensemble, les partager, rendre nos projets « apprenants » et transformateurs.

Mais un autre domaine nécessite aussi notre attention : l'attention à sa propre écologie et « *aux flux de croyances et de désirs*^{lix} » qui nous traversent. Nos émotions et croyances, pour être « en nous », n'en sont pas moins des réalités relationnelles, émanant de notre lien au monde. Refuser les caractéristiques de la société et du monde « extérieur » engendre un refus, une auto-récusation d'une part de notre sensibilité et de nos croyances. S'il s'agit de résister aux caractéristiques extérieures, il s'agit aussi de lutter contre soi-même : « *contre ses propres habitudes, contre certains de ses désirs, de ses émotions spontanées, de ses goûts et de ses dégouts*^{lx} ». Il s'agit de *se faire* sentir et penser différemment. « *Ce qui est en jeu, c'est de transformer la façon dont les membres d'une population se laissent affecter par ce qui les entoure.*^{lxi} »

FICHE : Les 5 principes de l'approche systémique selon Arlette Yatchinovsky

Entièrement extrait d'Arlette Yatchinovsky, *L'approche systémique. Pour gérer l'incertitude et la complexité*. Paris, ESF, 1999
Consultante expert en gestion des ressources humaines

L'approche systémique ?

A l'inverse de la logique cartésienne qui dissocie, partage, décompose, la logique systémique associe, rassemble, considère les éléments dans leur ensemble les uns vis-à-vis des autres et dans leur rapport à l'ensemble. Faisant suite à près de trois siècles de déterminisme mécanique et de logique cartésienne pendant lesquels l'effort était porté sur la compréhension en séparant les variables pour étudier leur effet individuel, l'approche systémique implique, pour celui qui l'adopte, un effort de réajustement de la pensée. Elle contraint celui qui l'utilise à un renversement de perspective car elle s'appuie sur des principes éloignés de nos modes de raisonnement traditionnels. L'approche systémique s'attache à décrire, pour les comprendre ou pour les accompagner, les interactions et les adaptations successives de tous les composants du système qui concourent à la même finalité. C'est donc faire le pari que l'on peut aussi comprendre et connaître un « système » en le considérant dans sa globalité, sa complexité et en portant l'attention sur les interactions avec la périphérie.

Les 5 principes de l'approche systémique

1/ le principe d'interaction ou d'interdépendances : chaque élément tire son information d'autres éléments et agit sur eux. Pour comprendre un élément il faut le considérer dans le contexte avec lequel il interagit.

2/ le principe de totalité : Lorsqu'il y a un regroupement d'éléments, la logique de groupe constitué prime sur celle de chaque élément qui le compose.

3/ le principe de rétroaction appelé aussi feed-back ou causalité circulaire : l'effet B produit par A agit en retour sur la cause de A qui l'a produit.

4/ le principe d'homéostasie : lorsqu'un système subit une légère transformation (d'origine interne ou externe), il a tendance à revenir à son état antérieur.

5/ Le principe d'équifinalité : on peut obtenir un résultat identique à partir de conditions initiales différentes et en empruntant des chemins différents.

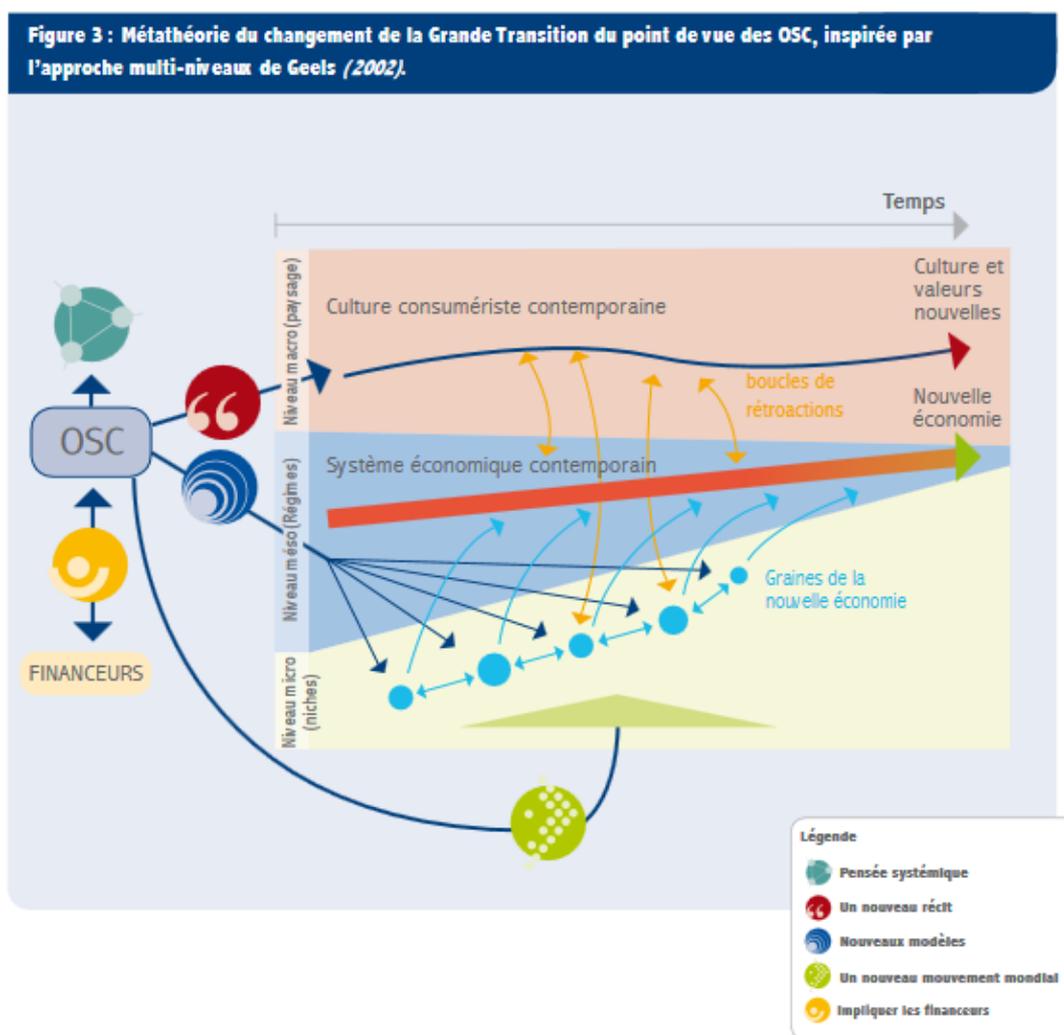
FICHE : La transition par les niches

Entièrement extrait de : SMARTCSOs, *Stratégies pour la Grande Transition. Cinq leviers de changement pour les organisations de la société civile*, 2012

L'approche dite « multi-niveaux » offre un cadre adéquat pour penser le rôle des initiatives locales dans le changement en cours. Cette approche vient de la théorie des systèmes d'innovation et se base sur des études empiriques de l'émergence des nouvelles technologies. Elle a ensuite été élargie aux changements systémiques au niveau de la société dans son ensemble et, plus particulièrement, aux efforts de passer à des pratiques plus durables.

On distingue ici trois niveaux interconnectés :

- **Au niveau macro**, celui du « paysage », on trouve la culture et les valeurs.
- **Au niveau méso**, celui des « régimes », on trouve non seulement les infrastructures et technologies dominantes mais aussi les institutions politiques et économiques et les structures de régulation qui composent le système économique actuel.
- **C'est en revanche au niveau micro**, dans les niches, que l'innovation sociotechnique peut avoir lieu. On y trouve les germes de la nouvelle économie que sont les modèles innovants de pratiques commerciales, d'institutions politiques et sociétales, de solutions technologiques, des nouveaux styles de vie, etc.



FICHE : Engagement recherche - Ecologie de l'action - Résultat et résultante

Par Daniel Cauchy, *Rencontre des Continents*

Engagement recherche

Miguel Benasayag nous propose d'appeler « **engagement recherche** » le type d'engagement en situation qui accepte un « non savoir » situationnel : les réponses n'existent pas hors de la situation et ne peuvent être importées d'un ailleurs théorique, d'un « balcon » surplombant la situation. C'est au sein de celle-ci, dans sa singularité, que des mouvements créateurs peuvent naître. L'engagement recherche oppose des pratiques à des pratiques et non pas des idées à des pratiques, encore moins des idées à des idées. A l'inverse du militant triste habité par l'idée du « grand soir », l'engagement recherche repose sur l'ici et le maintenant.

L'« engagement recherche » se base sur l'idée que les processus étant complexes, « *un projet ne part pas de l'avenir mais du présent, autrement dit de la situation. Un projet part de ceux qui s'engagent et agissent en situation, cherchant à répondre aux défis de celle-ci. (...) Personne ne promet rien à personne, on construit, on lutte, on crée. (...) Un projet se réalise en même temps qu'il se définit*^{lxiii} ». Un deuil est à accomplir : il y a un renoncement à une position de toute puissance dans cette recherche et une acceptation de sa fragilité et de ses limites.

Ecologie de l'action

Nous sommes bien souvent certains que nos intentions et nos actes vont produire des résultats prévisibles au sein du milieu dans lequel nous agissons. Le concept d'« **écologie de l'action** » nous invite à nous méfier de cette certitude : nos actes interviennent dans un milieu, dans un contexte qui, vu sa complexité, interagira avec nos actions et engendrera des « résultantes » inattendues. Aussi, le principe sera de tenir compte du contexte, de travailler par « essais et erreurs », de corriger au fur et à mesure la trajectoire si nécessaire, d'évaluer les retours et corrections nécessaires. Il s'agit de savoir que si nous avons un horizon, le chemin qui mène dans sa direction est parfois bien sinueux et demande des écarts, parfois des marche-arrière, des bonds ou des attentes ! Disposer d'une boussole (la vision) ne nous renseigne en rien des rochers, ravins et bosquets de notre cheminement !

Résultat, résultante

La pensée linéaire nous a convaincu que nos actes engendraient des résultats, c'est-à-dire que nous maîtrisons le type, l'ampleur et la nature des effets de nos actions. Nous pensions donc savoir que faire pour obtenir tel ou tel résultat. Et nous pensions aussi que si nous connaissions la cause d'un effet, en supprimant cette cause, nous supprimerions le résultat. Quoi de plus « logique » ? Mais dès que nous agissons au sein du vivant, cette belle certitude s'effondre. Si nous donnons un coup de pied d'une force fI , sous un angle x , à une vitesse v sur un pavé de poids p , nous pouvons prévoir le résultat de notre action : un déplacement de longueur d ! Mais si nous donnons le même coup de pied dans un chien, qui nous dira s'il fait un déplacement de longueur d , s'il s'enfuit bien loin ou s'il nous saute à la gorge ?

Dès que nous situons nos actes dans le vivant, celui-ci agira de lui-même en traitant notre input suivant des règles complexes. Il se passera bien quelque chose, il y aura bien une résultante mais celle-ci est non strictement prédictible. L'auto-organisation du système intervient. Nous commençons à comprendre cela avec les écosystèmes mais le chemin n'est encore que peu accompli dans le domaine des systèmes humains, notamment technique.

FICHE : Système-monde capitaliste

Source :

Immanuel Wallerstein, *Comprendre le monde*, La Découverte, Paris, 2006

Pourquoi parler de « système-monde » ?

Parler de « système-monde » c'est, d'une part, éviter d'utiliser des mots équivoques ou vides de sens tels que le « système », la « planète », le « monde » et, d'autre part, c'est adhérer à ce que sous-entend cette approche. Apparue dans les années 70, l'analyse des systèmes-monde visait à concevoir une approche analytique qui permette non seulement de rendre compte des interdépendances complexes qui modulent les processus de production économiques et lient les Etats entre eux mais aussi de restituer ces relations au regard de l'histoire.

Le concept de système-monde désigne « une zone spatiale/temporelle qui traverse nombre d'unités politiques et culturelles, et qui constitue une zone intégrée d'activités et d'institutions régies par certaines règles systémiques ^{lxiii} ».

Le système-monde est donc une unité d'analyse. Jusqu'à la naissance de cette approche, l'Etat était l'unité d'analyse des différents secteurs de recherche que sont l'histoire, la sociologie, l'économie, la politique. L'analyse des systèmes-monde propose de prendre de la hauteur et d'analyser les interdépendances entre les Etats et leur place dans le cadre de la division internationale des processus de production.

⇒ **La compréhension de phénomènes sociaux n'est plus envisagée seulement au travers de l'analyse des politiques internes, elle doit être complétée par l'analyse des liens qui unissent les Etats entre eux.**

L'économiste argentin Raul Prebisch a fortement contribué à l'élaboration de cette approche systémique avec sa « théorie de la dépendance » pour expliquer les inégalités mondiales. Le système-monde serait divisé en trois : *le centre, la périphérie et la semi-périphérie*. Notons bien que ce sont les processus de production et non les Etats qui sont centraux et périphériques. Le *centre* correspond aux lieux où se concentrent le pouvoir économique mais aussi les pouvoirs politique et militaire vu qu'ils sont interconnectés. La *périphérie* correspond aux espaces entièrement assujettis au *centre*, comme les colonies au temps de la colonisation. La *semi-périphérie* correspond aux lieux n'étant ni asservis, ni entièrement libres de faire ce qu'ils veulent dans la division internationale des processus de production.

Alors que la typologie classique « *pays industrialisés - pays émergents - pays en voie de développement* » sous-entend que le développement serait une marche linéaire en trois étapes qu'entreprend chaque pays de manière autonome, chacun à son rythme, l'approche « *centre-périphérie* » permet de rendre compte que la situation des différents ensembles constitutifs du système-monde est le résultat historique des relations de domination qui les lient entre eux.

⇒ **Le niveau de développement économique n'est donc plus entendu comme un enjeu technique mais bien comme un enjeu de domination économique, politique et militaire.**

Toujours en prolongement de cette conception de la répartition *centre-périphérie* au sein d'un système, il y a aussi l'idée que le système-monde dont on parle est un système dominant au sein du monde mais qu'il n'est pas le seul. L'analyse des systèmes-monde parle également d'économie-monde (le capitalisme) et d'empire-monde (la période coloniale). Chaque

concept est écrit avec un tiret dont le but est « *d'indiquer que nous ne parlons pas de systèmes, d'économies ou d'empires concernant le monde entier, mais de systèmes, d'économies et d'empires qui constituent un monde (lequel n'inclut pas le monde entier)*^{lxiv} ».

⇒ **L'utilisation du concept système-monde permet d'éviter le piège ethnocentrique qui consiste à décrire des phénomènes comme universels alors qu'ils ne le sont pas.**

L'analyse des systèmes-monde s'est également construite sur base d'une approche non pas multidisciplinaire mais bien unidisciplinaire vu qu'il s'agissait d'effacer les frontières entre différents champs de recherches. A la différence de l'approche multidisciplinaire qui se contente de mettre côte à côte différentes disciplines, l'approche systémique les embrasse conjointement. L'analyse des systèmes-monde « *se souciait peu des frontières traditionnelles des sciences sociales : ses promoteurs examinaient la totalité des systèmes sociaux sur une longue durée. Ils s'autorisèrent donc à analyser des informations qui étaient considérées jusqu'alors comme relevant exclusivement de la compétence des historiens ou des économistes, des politologues ou des sociologues, et à les étudier dans un cadre analytique unique*^{lxv} ».

La dimension historique est très présente dans cette approche et apporte une réelle plus-value à la compréhension des phénomènes contemporains. « *Les origines du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui, le système-monde moderne, remontent au XVIe siècle. Le système-monde se trouvait alors uniquement dans une certaine partie du globe, principalement les régions d'Europe et d'Amérique. Au fil des siècles, il s'est étendu à toute la planète*^{lxvi} ». Le système-monde est entendu comme un « système social historique » par les analystes des systèmes-monde. L'association des termes « historique » et « social » est utilisée pour « *souligner que tous les systèmes sociaux sont simultanément systémiques (ils présentent des caractéristiques intrinsèques et peuvent faire l'objet d'une description) et historiques (ils évoluent en permanence et ne sont jamais les mêmes d'un moment à l'autre)*^{lxvii} ».

⇒ **Parler de système-monde, c'est signifier que le système n'est pas un état de fait sans alternative, le système-monde est en perpétuel mouvement. Le changement est toujours possible.**

Qu'entendons-nous par capitalisme ?

Il existe beaucoup de définitions du capitalisme. Dans cette étude à chaque fois que nous utilisons le vocable capitalisme, nous nous référons à la définition d'Immanuel Wallerstein pour qui le système-monde tel qu'il s'est construit depuis le 16^{ème} siècle est une économie-monde capitaliste. La définition qu'il donne du capitalisme est très large : « *On ne peut définir simplement le capitalisme par l'existence de personnes ou d'entreprises qui produisent pour vendre sur le marché afin de réaliser des profits. Ces personnes ou entreprises existent depuis des millénaires à travers le monde. De même, l'existence de personnes travaillant en contrepartie d'un salaire est insuffisante pour définir le capitalisme. Le monde connaissait déjà le travail salarié il y a des milliers d'années. On ne peut parler d'un système capitaliste que lorsque le système donne la priorité à une accumulation illimitée du capital. Dans cette acceptation, seul le système-monde moderne est un système capitaliste. L'accumulation illimitée est un concept relativement simple : les hommes et les entreprises accumulent du capital dans le but d'en accumuler encore et encore. Un processus qui ne s'arrête jamais. Quand nous disons qu'un processus « donne la priorité » à l'accumulation, cela signifie qu'il existe des mécanismes structurels qui pénalisent, d'une façon ou d'une autre, ceux qui suivent*

une autre logique. Ils peuvent être éliminés de la scène sociale, tandis que ceux qui agissent selon la norme sont récompensés et s'enrichissent en cas de réussite^{lxviii} ».

Définir le capitalisme seulement au travers des piliers que sont la « propriété privée des moyens de production » et le « libre-marché », crée une ligne de fracture entre ceux qui pensent qu'on peut réformer le capitalisme en régulant davantage ces piliers et ceux qui pensent qu'il faut en sortir. Si le capitalisme est défini comme I. Wallerstein le propose, c'est-à-dire comme un système dont le libre marché et la propriété privée sont bien entendu deux piliers importants mais qui se caractérise avant tout par une organisation sociale dont le seul but est de faire du profit, toutes les forces progressistes s'accorderont à dire qu'il faut une alternative, ou plutôt des alternatives au système-monde capitaliste.

FICHE : Le Commerce Équitable tel que nous le concevons

Par Sébastien Maes, *Oxfam-Magasins du Monde*

Du commerce solidaire à la grande distribution

Apparu dans les années 60, le commerce équitable – alors appelé commerce alternatif – avait pour vocation de soutenir des peuples qui luttèrent pour leur liberté. A cette époque, Oxfam proposait des produits fortement politisés tels que le café « socialiste » tanzanien ou le vin algérien.

En quarante ans le contexte mondial a beaucoup évolué et face aux crises multiples, la société civile n'a cessé d'élaborer toute une série d'alternatives économiques, sociales et politiques concrètes. C'est dans cette mouvance que le commerce « solidaire » est devenu « équitable » et s'est inscrit dans cette multitude d'alternatives citoyennes, en tentant de remettre l'économie au service des femmes, des hommes et de leur environnement.

Aujourd'hui, la grande distribution s'est réappropriée ce concept, notamment aidée par un système de certification à plusieurs vitesses. S'ils ont permis de faire connaître le commerce équitable à un public moins averti, cette réappropriation et l'assouplissement de certains organismes labellisateurs ont surtout contribué à déformer le potentiel de cette alternative citoyenne.

Un mouvement social au-delà d'un simple label

Le commerce équitable dont nous faisons référence dans ce carnet est celui défendu et pratiqué par l'organisation d'économie sociale et solidaire, Oxfam-Magasins du Monde (OMM), et ses partenaires. Il s'agit d'une alternative de consommation et de production globale, portée par un mouvement de citoyennes et de citoyens, se servant du commerce comme levier de changement social au Sud et au Nord.

Cette alternative défend 5 principes essentiels pour une justice socio-économique:

1. Le Travail Décent : la défense d'un modèle basé sur les droits humains ;
2. La Souveraineté Alimentaire : le droit des peuples et des États à déterminer eux-mêmes leurs politiques alimentaires et agricoles, sans porter atteinte à autrui, le soutien à l'agriculture paysanne et aux pratiques agroécologiques ;
3. L'égalité de genre : l'égalité de droits et d'opportunités pour les femmes et les hommes, condition d'un développement humain durable ;
4. Le respect de l'environnement : la dénonciation de l'injustice climatique, la prise en compte toujours plus accrue de la composante environnementale dans toute la chaîne d'approvisionnement;
5. La consommation responsable : la défense des modes de production et consommation durables.

En termes d'alternative alimentaire, ce commerce équitable s'efforce d'être toujours plus cohérent à tous les niveaux du système alternatif dont il fait partie, avec une multitude d'autres initiatives citoyennes. Conscient de ses limites et tenant compte du contexte dans lequel il évolue, ce commerce équitable est en perpétuelle évolution.

FICHE : Cartographie des dynamiques de transition pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie

Source : Quinoa

Les organisations et collectifs citoyens sont soulignés en italique pour les distinguer de simples exemples d'actions. Certaines organisations utilisent des stratégies différentes et agissent à plusieurs endroits du système alimentaire mais elles ne sont pas citées plus de deux fois pour ne pas encombrer un tableau qui se veut avant tout illustratif et non pas exhaustif.



Faire Contre	Faire Sans	Faire Avec
Bourses d'échange de semences, <i>Field liberation movement</i> , <i>Reclaim the fields</i> , <i>Mouvement des Sans Terre</i> , ZAD	<i>Terre-en-vue</i> , <i>Credal</i> , <i>Semilles</i> , <i>Kokopelli</i> , Maisons de Semences, <i>Convergence Globale des luttes pour la Terre et l'Eau</i>	<i>Via Campesina</i> , <i>Food & Water Watch</i> , <i>CNCD</i> , <i>Friends of the earth</i> , <i>Corporate Europe Observatory</i> , <i>FIAN</i>
Mouvements et syndicats paysans, Faucheurs d'OGM, <i>Mouvement d'Action Paysanne</i>	Fermes agroécologiques, Formation <i>EPI/Crabbe</i> , Fermes urbaines, Jardins collectifs, Potagers sur les toits, <i>Mouvement permaculture</i> , <i>Wwoofing</i>	Rapporteur spécial des Nations-Unies pour l'alimentation, <i>Oxfam</i> , <i>Friends of the earth</i> , <i>IAASTD</i> , <i>les Amis de la Terre</i> , <i>Nature et progrès</i> , <i>Fugea</i>
Camp Action Climat, Initiatives de boycott, <i>Corporate Europe Observatory</i> , <i>Collectif Artist</i> , <i>Greenpeace</i>	<i>GASAP</i> , Coopératives, Epiceries sociales, Marché fermiers, Vente directe à la ferme, Commerce équitable du « Nord » et du « Sud », <i>Transition Town</i>	Syndicats, ONG, <i>SAW-B</i> , Communes du commerce équitable, Communes sans super marché
Démontage de McDo, <i>Mouvement Anti-OGM</i> , <i>Mouvement Anti-Pub</i>	Cuisines collectives mobiles, Atelier de cuisine écologique et politique, Jeudi Végétarien, <i>Mouvement Végétarien et Vegan</i> , Tables d'hôtes dans les squats, <i>Slow Food</i>	Cantine Bio, <i>RABAD</i> , <i>Réseau Ecoconso</i> , <i>Agenda 21</i> , <i>Quartiers Durables (Bxl)</i> , <i>Rencontre des continents</i> , Labellisation, <i>Right to Food and Nutrition Watch</i>
<i>Mouvement Freegan - Récup</i>	Compostage individuel, Compost de quartier, <i>Worms</i> , Fermes agroécologiques, <i>Upcycling alimentaire</i> , <i>Permafungi</i>	<i>IEB et IEW</i> , <i>Empreinte asbl</i> , Banques Alimentaires, Journées contre le gaspillage

REFERENCES

- i Léopold Lambert, Spinoza, Episode 3 : Power (potentia) vs. Power (Potestas) : the story of a joyful typhoon, The Funambulist, 2013, <http://thefunambulist.net/2013/03/26/spinoza-episode-3-power-potentia-vs-power-potestas/>
- ii Chiffres du Réseau des Consommateurs Responsables (RCR).
- iii Chiffres du Réseau des Gasap.
- iv CREDAL, *Les circuits courts solidaires et durables en Wallonie*, 2013, p. 35
- v CREDAL, <http://www.circuits-courts.be/>
- vi Chiffre de l'asbl WORMS
- vii Voir www.FAO.org, www.UNEP.org
- viii European coordination Via Campesina, <http://www.eurovia.org/spip.php?mot38>
- ix Déclaration Nyéléni Europe, « La souveraineté alimentaire en Europe maintenant ! », 2011
- x GIRAF, « L'agroécologie : trajectoire et potentiel. Pour une transition vers des systèmes alimentaires durables », 2012
- xi Lire entre autre : Patricia Vendramin (Ed.), *L'engagement militant*, Presse universitaire de Louvain, Louvain La Neuve, 2013
- xii Distinction très présente dans le secteur des ONG dont l'objectif est de favoriser l'engagement. Voir entre autre ACODEV, <http://www.acodev.be/book/export/html/268>
- xiii Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La découverte, 2015, p. 9
- xiv Sophie Dubuisson-Quellier, *La consommation engagée*, 2009, p.11
- xv Cette typologie en 3 sphères se retrouve entre autres dans le système des Nations-Unies qui distingue société civile, sphère commerciale et sphère gouvernementale. Voir : <http://www.institut-numerique.org/paragraphe-1-la-societe-civile-et-les-communautés-a-la-base-503c8bfcc7a83>
- xvi Miguel Benasayag, *Le mythe de l'individu*, Paris, La Découverte, 2004
- xvii Jacques Ion, Spyros Franguiadakis, Pascal Viot, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005. Lire aussi : Patricia Vendramin (Ed.), *ibid*
- xviii Pierre Greley, *Un citoyen consommateur ?*, Revue Contrepoint, 2010
- xix SMARTCSOs, *Stratégies pour la Grande Transition. Cinq leviers de changement pour les organisations de la société civile*, 2012, p.7
- xx Marc Jacquemain, *Le citoyen et le consommateur – un point de vue sur la démocratie*, Exposé de l'ULG, 2015.
- xxi Sur la journée internationale des luttes paysannes et le Réseau de Soutien à l'Agriculture Paysanne : <http://luttespaysannes.be/>
- xxii Le Politiste, <http://www.le-politiste.com/2011/10/la-participation-politique.html>
- xxiii Olivier Fillieule, Eric Agrikoliansky, Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La découverte, 2010, p.225
- xxiv Marie Teller-Péron, « Le droit à se nourrir » dans Stéphane Desgain et Oumou Zé (Dir.), *Nourrir la planète*, Luc pire, Bruxelles, 2008
- xxv Sur le code wallon de l'agriculture : <http://agriculture.wallonie.be/codeagricole/>
- xxvi Le Monde, « Olivier de Schutter : « Notre modèle agricole mondial est à bout de souffle », 29 avril 2014
- xxvii *Ibidem*, p.14
- xxviii Arlette Yatchinovsky, *L'approche systémique. Pour gérer l'incertitude et la complexité*. Paris, ESF, 1999
- xxix Hervé Kempf, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Paris, Seuil, 2009

xxx Olivier Fillieule, Eric Agrikoliansky, Isabelle Sommier, *ibid*, p.40

^{xxxi} Kaizen, « Ebullition citoyenne », *Interview de Patrick Viveret réalisée par Pascal Greboval*, 2013, <http://www.kaizen-magazine.com/les-citoyens-au-pouvoir/>

^{xxxii} Bruno Latour, *Le Monde*, 4 mai 2007.

^{xxxiii} Angélique Del Rey, Miguel Benasayag, *De l'engagement dans une période obscure*, Paris, Le passager Clandestin, 2011

^{xxxiv} Bruno Frère, Marc Jacquemain (*Dir.*), *Résister au quotidien ?*, Paris, 2013, p.26

^{xxxv} Pablo Servigne « La résilience, un concept-clé des initiatives de Transition » - Barricade asbl

^{xxxvi} Encyclopédie chinoise Guanzi IV siècle av. J.-C, cité dans Sciences Humaines, *La grande histoire du capitalisme*, mai 2010

^{xxxvii} Immanuel Wallerstein, *Le capitalisme Historique*, La Découverte, Paris, 2002

^{xxxviii} Guy Bajoit, « L'économie solidaire, un mode de production alternatif au capitalisme », 2013

^{xxxix} Voir le concept de « fétichisme de la marchandise » dans Karl Marx, *Le Capital*, 1872 ; Jean Baudrillard, *La société de consommation*, 1970 ; Marc Chervel, *Mondialisation des marchandises et marchandisation du monde*, Publisud, 2008

^{xl} Jordy van den Akker, « Agroécologie face à agro-industrie : le choc des modèles », *Nature et Progrès*, Dossier Valériane, n°100

^{xli} Pablo Servigne, Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Seuil, 2015

^{xlii} Bernard Duterme (Ed.), *Zapatisme : la rébellion qui dure*, Syllepse, Paris, 2014

^{xliii} Serge Latouche, « D'autres mondes sont possibles, pas une autre mondialisation » in MAUSS, *Quelle « autre mondialisation » ?*, Paris, La Découverte, 2002, p.78

^{xliv} Francis Fukuyama, *La Fin de l'Histoire et le dernier homme*, Flammarion, 1992

^{xlv} Ricardo Petrella, *Pour une nouvelle narration du monde*, Montréal, Ecosociété, 2007

^{xlvi} Ricardo Petrella, *ibid*, p.133

^{xlvii} Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La découverte, 2013

^{xlviii} SMARTCSOs, *ibid*

^{xlix} Lester Brown, *World on the Edge: How to Prevent Environmental and Economic Collapse*, 2011

^l Pablo Servigne, Raphaël Stevens, *ibid*

^{li} Donella H. Meadows, Meadows Dennis, Randers JorgenMeadows, *Les Limites à La Croissance (dans un monde fini). Le Rapport Meadows, 30 ans Après*

^{lii} Félix Guattari, *Les trois écologies*, Galilée, 1989

^{liii} A la suite de Deleuze, Miguel Benasayag nous invite tout au long de son oeuvre à nous considérer comme des plis des situations que nous habitons. Voir par exemple: "De l'engagement en période obscure" p10

^{liv} Jean-François Noubel. A un souffle de distance ? <http://noubel.fr/a-un-souffle-de-distance/>

^{lv} Michel Maxime Egger, *Soigner l'esprit, guérir la Terre*, Labor et Fides, 2015

^{lvi} La grande diversité et créativité de ce mouvement sont bien décrites dans l'ouvrage de Michel Maxime Egger, *Changer pour vivre mieux*, Novalis, 2011

^{lvii} Bertrand Méheust, *La politique de l'oxymore*, La Découverte, 2009

^{lviii} Projet Interactions TP-TS, <http://www.interactions-tpts.net/>

^{lix} Yves Citton, *Mythocratie*, Edition Amsterdam, 2010

^{lx} Yves Citton, *ibid*, p181. Distingue quatre couches de récusations effectuées par les mouvements d'émancipation: la récusation des divinités, celle des souverains, celle des appropriations (les inégalités) et finalement la récusation qu'il nomme "des données": refuser d'avaler n'importe quoi !

^{lxi} Yves Citton, *Mythocratie*,

^{lxii} Angélique Del Rey, Miguel Benasayag, *De l'engagement dans une période obscure*, Paris, Le passager Clandestin, 2011

^{lxiii} Immanuel Wallerstein, *Comprendre le monde*, La Découverte, Paris, 2006, p. 34

lxiv *Ibid*, p.33

lxv *Ibid*, p.37

lxvi *Ibid*, p.43

lxvii *Ibid*, p.159

lxviii *Ibid*, p.44